

N° 49 - 5,00 FF

Semaine du 12 février au 18 février 1982

sans frontières

hebdomadaire de l'immigration et du tiers-monde

GUINEE

Vingt quatre ans de solitude

Ahmed Sékou Touré



**LA GREVE DE LA FAIM DE NIMES ET D'AVIGNON :
UNE EXIGENCE DE DIGNITE**

A LA UNE :

La grève de la faim des saisonniers : le reportage de notre envoyé spécial *Pages 3 et 4*

ICI ET LA :

Il y a vingt ans Charonne : le temps des charognes *Page 5*

Colloque : Les immigrés handicapés et l'emploi *Page 6*

Le procès des médecins assassin : Un verdict « équitable » *Page 7*

Les mariages blancs en R.F.A. *Page 8*

SUD-SUD

Guinée : Vingt quatre ans de solitude *Page 9*

Reportage d'un lecteur : Bourges vue par... *Pages 10/11*

Porto Rico : Un pays dans une planète *Page 13*

Salvador : Salva... mal ? *Page 14*

CULTURE :

Interview du cinéaste égyptien Youssef Chahine *Page 15 et 16*

Sans Frontières-Services *Page 19*

sans frontières

Nidham ABDI
Farid AICHOUNE
Khadidja BACHIRI
Kamal BELARBI
Fatima BELHADI
Lila BENBLAID
Joël BOULARD
Abdel BOUAKRA
Said BOUZIRI
Peira CAVA
Méjid DABOUSSI
Hocine DIDOU
Amadou GAYE
André HARTMAN
Maria KALALOBE
Daniel LACERDA
Mustapha MOHA
Driss MOURAD
Fabienne MESSICA

Mohamed NEMMICHE
Blaise N'DJOHEYA
Macodou NDIAYE
Aline N'GOALA
Eduardo OLIVARES
PACO
Leïla SEBBAR
Marc WEITZMAN
Hassan ZEROUAL
Fowzia ZOUAOUI

PUBLICITE
Habib ARFAOUI
Leïla HADAD

ABONNEMENTS
Ali MAJRI
NOURREDINE

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78
Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.
Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet
Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »
Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire n° 61715
Diffusion N.M.P.P.
Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin. 3°
Imprimerie Voltaire-Impression, 93 Montreuil

C'est votre devoir de femme d'agir

Les discours consistants et riches en verbes de propagande de Leïla Sebbar n'ont pas, à ce qu'il semble, bénéficié d'une grande audience auprès des jeunes émigrées : Elles ne rejoindront pas son camp.

Ainsi le ton prophétique et humanitaire, derrière lequel se cache les opinions fanatiques et extrémistes de Leïla Sebbar n'a pas réussi à bercer les coeurs.

Conscientes des problèmes dramatiques qu'engendraient une rupture avec la famille, qui demeure le seul moyen de s'assurer une vie calme et prometteuse, les émigrées accueillent avec le sourire les fantasmes de Leïla Sebbar. Elles doivent certainement se dire « Leïla n'a pas fini de rêver ». Elles ignorent qu'il s'agit là d'une maladie incurable. La question de confiance se pose. Pour ma part je me réjouis de cette prise de conscience. Mais Leïla Sebbar n'est pas prête à baisser les armes.

Elle édifie une autre stratégie, quitte à mettre ses origines en avant pour, mieux tromper au nom de l'extrémisme.

Sans-Frontière, grâce à la formule de l'interview, tend une main forte et complice, à cette femme « bizarre », ainsi le journal donne d'elle une image aux décors arabe. Comment de cette façon, ne pas inspirer confiance en l'avenir ? En effet le proverbe dit « on est trompé que par les siens ».

Appréciations la subtilité du procédé avec lequel elle compte agir...

Certes, le moyen est bon, mais la pilule ne sera pas avalée.

Sans vouloir faire de méchantes critiques, ni user d'un langage qui risque de bousculer les idées néfastes, à mes yeux d'homme libre, de Leïla Sebbar, j'interviens,



mais à pas feutré, pour éviter de me faire traiter d'esprit hermétique et même nazi, pour faire toucher du doigt à Leïla Sebbar, la différence qui caractérise nos deux civilisations.

L'atmosphère pure de notre monde est sous-tendue par la culture musulmane, repose sur des concepts qui ont prouvé leur fiabilité et leur efficacité au sein de notre société.

Nos principes sont vieux, mais exemplaires. Notre façon de penser ne peut pas se superposer à la votre. C'est pourquoi il est vain de continuer à prôner avec obstination votre forme de liberté car nous avons la nôtre et elle se confond à notre âme.

Comment être née d'un père arabe, sans connaître ses coutumes et sa culture ?

Ce vide culturel fait boiter vos textes et vous supprime l'avantage du rôle d'arbitre entre ces deux méthodes d'esprit qui s'opposent.

Votre mère, « Française de la France », a tenu à faire de vous un produit européen, tandis que votre père avait la tête à Moscou et les pieds en Algérie.

Les exilés moraux ont une forme de pensée qui n'a jamais servi la libération de

l'Algérie. Elle vous a soigneusement isolé de la communauté musulmane et pieds-noirs afin de vous éviter d'adopter une mentalité, qu'elle méprise. En agissant ainsi elle n'a, à aucun moment, pensé vous diriger vers une impasse qui vous pousse aujourd'hui à l'exil. Curieux héritage.

On ne peut pas être Algérienne quand on n'éprouve pas la nostalgie du pays et on ne peut pas être tout près d'une communauté quand on ne parle pas sa langue.

Vous avez tort de ne pas aborder les problèmes de la drogue, de la prostitution, des suicides et ceux des filles qui fuient en croyant à la liberté apparente dont vous êtes la marraine. Simple oubli de votre part ou résultat d'un calcul ?

Habituez vous à dire que c'est la raison qui l'emporte et mettez vous à l'oeuvre afin d'explicitier le danger qui menace ces jeunes filles, une fois hors de portée de leurs familles. Faites la lumière sur ces drames qui ravagent la vie de ces jeunes filles et qui torturent les parents.

N'encouragez pas les ruptures familiales. Vous êtes sans scrupule pour la souf-

france des autres. Votre coeur est-il sourd aux cris des familles ?

J'ai vu des filles, essentiellement arabes, contraintes de voler pour se payer leur dose de drogue, des filles en « manque » qui se prêtent et s'abandonnent à toutes les bassesses pour assouvir ce vice infernal.

Il m'est insupportable de les voir traiter de la sorte.

On n'a pas le droit, quand on a vos moyens, de fermer les yeux devant l'écrasement d'une race et de sa culture.

Vous devez agir car c'est votre devoir de femme engagée à défendre les émigrés.

Regardez où aboutissent toutes ces filles qui croient aveuglement en votre science trompeuse. Et vous êtes conscientes de l'issue de votre philosophie. C'est pourquoi vous restez bouche-cousue faces aux conséquences meurtrières de la liberté que vous prêchiez.

Vous avez tout à gagner en vous rendant utile. Comme on dit chez vous « la tendresse, c'est comme l'amour, on en reçoit que lorsqu'on en donne ».

La logique dicte la raison et cette dernière conduit à la sagesse. Et tout homme sage évite d'exagérer. Car tout ce qui est exagéré est insupportable.

Boucherit Abdelaziz

Drôle de coopération !

Chers amis de « Sans Frontière ».

Suite à vos 2 articles sur le Gabon du 25 décembre 1981 et du 12 janvier 1982, je voudrais témoigner pour ceux qui ne sont ni des « barbouzes » et qui ne font pas partie non plus des coopérateurs choyés qui « font du C.F.A. ».

Il s'agit de V.S.N (volontaires du service national) ou autres contrats expatriés qui partent là-bas avec d'autres idées, ils pensent pouvoir travailler un peu avec les gens du pays.

Mais cela n'est pas inclus dans le contrat, on est envoyé là-bas pour entretenir le système en place et surtout pas pour participer en aucune manière à des manifestations, des réunions (on vous y voit même si vous n'y êtes pas, cas de certains coopérateurs lors des manifestations de novembre dernier) et ne pas fréquenter ou constituer de groupes suspects (critère du groupe suspect pour les services spéciaux 2 blancs, 1 noir ou inverse : groupe hétérogène, suspect (sic) ce qui est beaucoup plus grave !

Une expérience en liberté surveillée qui a au moins le mérite de confronter les problèmes de la dite « coopération » et faire réfléchir aux formes que doit prendre notre présence à côté de ceux qui sont en droit de réclamer un autre développement.

P. Knoll

Paris, le 28 janvier 1982.

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

Chômeurs et étudiants*		
1 an	9 mois	6 mois
200	150	100
250	190	130
280	250	140

Abonnement Rénouveau **Sur justificatif*

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Chèque

C.C.P.

Le smig de la dignité

Que vous dire d'une grève de la faim sinon qu'elle ressemble à toutes les autres : les mêmes visages venus de très loin, des accents que vous reconnaissez, qui vous disent le douar ou le pays d'où on est parti, des itinéraires et des âges différents mais qui se regroupent à l'antenne de l'ONI où on a passé la visite médicale, on se rencontre à la gare de Nîmes, d'Avignon ou de Montauban où l'on a débarqué un beau matin, cassé par le trop long voyage à travers l'Espagne, mais si heureux ...

On croyait avoir laissé la misère derrière ... alors qu'elle vous guette à la première ferme ... on pense avoir quitté l'arbitraire, les contrées de non-droit, et on serre bien le passeport ou le contrat saisonnier qu'on a en poche ... On vérifie bien qu'il est là ... car il est synonyme de travail ... de dignité, de vie libre et on ne se doute nullement que l'esclavage est inscrit sur ce contrat, dissimulé dans des phrases bien alignées, des clauses numérotées ...

Quels détails vous rapporter et quels témoignages vous citer, tant le choix sera arbitraire, et tant la misère à la misère ressemble.

Vous parlerais-je de ces grévistes, souvent âgés, silencieux mais qui vous parlent avec les yeux, que l'on sent inquiets, quelque peu méfiants, et pour qui la carte de travail, n'est pas un enjeu politique, mais une assurance pour la survie, un avenir — bien modeste — pour leur famille, un SMIG de la dignité.

Vous parlerais-je de leurs questions furtives, qu'ils vous chuchotent dans l'oreille et qui vous demandent « si on va gagner ». Vous parlerais-je des autres grévistes, des jeunes pleins d'entrain, qui naissent à la lutte, à la démocratie, qui déversent dans cette grève de la faim toute l'énergie que l'on a réprimée chez eux, qui y investissent tous leurs espoirs, et qui prennent, par leur activité dans cette lutte, des revanche sur les défaites qu'ils ont dû accepter dans leur pays, qui vous parlent déjà des batailles qu'ils rêvent d'y mener ?

Vous décrirais-je ces organisateurs dévoués qui veulent tellement « organiser » la lutte au risque de la corseter, ces responsables parfois trop responsables qui avaient préparé les tracts mais pas les matelas ?

Comment dire l'émotion qui, vous saisit lorsque vous débarquez dans ces grèves d'Avignon ou de Nîmes et que vous y rencontrez des gens que vous avez vu se battre il y a sept ans pour les papiers recommencer encore ... comme des Sisyphe de la clandestinité ?

Faut-il excuser ces syndicats solidaires mais absents, ces administrations qui administrent la précarité, ces inspections des lois sociales en agriculture qui n'ont, à de rares exceptions, rien inspecté. Comment accepter qu'un sans-papiers achète un contrat entre 5000 francs et un million — autant que celui de Stoléro — pour ne pas rater sa régularisation ? qu'un prêtre qui dit comprendre votre situation, et dont vous comprenez l'irritation, vous coupe le chauffage, transformant du coup l'im-mense Cathédrale de Nîmes en une véritable chambre froide ? Bref, tout cela pour vous dire que Sans Frontière va faire dans ce numéro, dans bien d'autres « du misérabilisme » (comme disent ceux qui font dans l'indifférence tout simplement parce que la misère existe).

K.B.

Alors que les grévistes d'Avignon entament leur deuxième semaine de grève de la faim et que ceux de Nîmes finissent la première, deux membres du cabinet de M. Autain, Messieurs J. Perraudou et Dinthillac sont sur place pour dédramatiser la situation, et examiner les revendications des grévistes, et qu'on s'acheminera vers une solution à ces conflits ...



Délégation des sans-papiers le 27/12/74, à leur sortie de l'ANPE d'Avignon.

Les saisonniers en grève de la faim :

DE NIMES EN AVIGNON, UNE EXIGENCE DE JUSTICE

Après les saisonniers du Vaucluse, c'est le tour de ceux du Gard de se mettre en grève de la faim illimitée. Un mouvement dont l'enjeu est le sort de plusieurs milliers de clandestins et qui met le gouvernement dans une situation difficile, pris qu'il est entre les pressions du fort lobby paysan, qui ne veut rien entendre, et les exigences de justice des saisonniers.

Des contrats à durée déterminée

Les positions des grévistes d'une part et des autorités d'autre part semblent pour le moment inconciliables, les premiers demandant des cartes de travail sans conditions, et les autres exigeant des contrats de 4 mois, comme préalable à la régularisation.

Pour débloquer cette situation, quelques grévistes évoquent l'idée suivante : et si on remplaçait le contrat saisonnier par les contrats à durée déterminée après que l'on ait donné des cartes de travail et de séjour aux clandestins. L'em-

ployeur ne serait pas obligé de garder le travailleur au-delà de la période nécessaire à ses travaux et l'immigré serait relativement plus libre puisque ce contrat à durée déterminée ne serait pas lié au droit de séjour ni le droit de travail. « Nous voulons l'abolition du saisonnage » disent-ils, car au bout du contrat saisonnier tu te trouves à zéro - tu peux user ta santé en France et te voir refuser lors de la visite médicale dans ton pays - D'ailleurs jamais personne n'a pensé à exiger des visites médicales à la fin du contrat avant de repartir.

Comme nous l'écrivions la semaine dernière, ce n'est que le premier décembre 1981, trois mois après le démarrage de la régularisation que les clandestins et saisonniers de l'agriculture ont été intégrés dans l'opération. Une première circulaire exigeait d'eux de fournir la preuve d'avoir travaillé 21 mois sous contrat saisonnier durant les trois dernières années et de présenter un contrat d'un an pour bénéficier de la régularisation. Ainsi, et alors que la régularisation « battait son plein », les clandestins de l'agriculture partaient dans cette course avec un double handicap : le retard apporté à la résolution de leurs problèmes et les deux critères (le contrat d'un an, et la preuve des 21 mois) pratiquement impossibles à remplir dans ce secteur, où plus que dans d'autres secteurs « consommateurs » de main d'oeuvre clandestine, la loi du plus fort — donc celle du patron — est la règle. Le manque d'information et la dispersion aidant, les mesures d'assouplissement apportées à la circulaire ne vont pas, de l'aveu même de plusieurs responsables locaux, changer la situation de manière significative. Bien qu'on ne demande plus que des contrats de quatre mois, et qu'on accepte que les 21 mois de travail soient étalés sur les cinq dernières années, le problème ne s'arrange pas pour autant.

Rares sont les employeurs qui ont accepté de jouer le jeu et nombreux sont les immigrés qui se sont trouvés licenciés après avoir demandé cet « introuvable » contrat. Leur récépissé tout neuf dans la poche, ils sont sans travail et sans contrat. Ils constituent une partie des grévistes d'Avignon et de Nîmes.

D'autres sont écartés d'office du bénéfice de la circulaire, même assouplie : ils ont travaillé seize ou vingt mois sous contrat et ne peuvent donc apporter la preuve des 21 Mois. D'autres enfin n'ont jamais eu de contrat saisonnier ; ce

sont les clandestins de toujours, qui ont pourtant travaillé depuis des années. Tous les grévistes de la faim sont dans un de ces cas, confrontés à une régularisation dont « les critères dénaturent l'esprit » disent-ils.

Les « heureux élus » de la régularisation, quant à eux, ont parfois payé cher leur contrat, engrossant au passage des gros qui n'en avaient pas besoin.

Alors que les Avignonnais entament leur deuxième semaine de grève de la faim, et que les Nîmois terminent la première semaine de jeûne, les contacts pris avec les autorités locales n'aboutissent pas, celles-ci attendant le feu vert de Paris pour débloquer la situation. Un feu vert qui tarde pour plusieurs raisons. La première serait l'obstination des milieux patronaux de l'agriculture à changer, refuser tout changement dans le statut des travailleurs, un statut qui a permis à certains de s'enrichir et à d'autres de tenir. Bien que discrètes, les organisations patronales qui n'ont pas publié une seule prise de position, s'activent pour maintenir le statu-quo.

La deuxième raison viendrait de la peur qu'aurait le gouvernement de voir les clandestins de l'agriculture quitter ce secteur, une fois régularisés, à la recherche d'une « promotion », dans un autre secteur, créant ainsi le vide dans l'agriculture délaissée, et par conséquent, un appel à une nouvelle main d'oeuvre.

De notre envoyé spécial
Kamel Belarbi

droits

OCCUPATION OU REFUGE ?

Ce dimanche 7 février, Nîmes somnole, mais au 15 bis, rue Dorée, lieu de rencontre des sans-papiers du Gard, c'est l'effervescence. Il est 16 heures, et on se prépare activement à la grève de la faim. On complète la liste des grévistes, on marque les noms de ceux qui vont aider sans participer au jeûne, alors que dans un coin deux ou trois sans-papiers hésitent encore, pesant le pour et le contre. Des valises ou des sacs à leurs pieds, les futurs grévistes attendent.

18h30. C'est le départ vers la Cathédrale. Un premier groupe d'immigrés rentre en silence. La messe est presque terminée et les quelques fidèles présents communient. Les autres immigrés rentrent à leur tour et laissent la messe finir.

La grève de la faim de Nîmes vient de commencer... « par une invasion » tempête le prêtre, qui mettra des heures à se calmer...

« C'est un refuge, dans une Maison de Dieu, un lieu d'accueil » répliquent les immigrés. La discussion, vive à certains moments, continue depuis.

Le chauffage est coupé et les grévistes ont refusé la proposition que l'évêché leur a fait de déménager dans une salle paroissiale. Des prêtres font partie

du comité de soutien alors que d'autres font l'aller-retour entre l'évêché et la cathédrale où les grévistes dorment sur les bancs, la plupart sans couvertures ni matelas, emmitoufflés qui, dans une djellaba, qui dans un manteau... A Nîmes, la solidarité s'est inscrite aux abonnés absents. Pourquoi nous ? s'est écrié le prêtre de la Cathédrale.

La question mérite qu'on s'y arrête car comment expliquer que depuis décembre 1972, date de la première grève de la faim d'immigrés, les sans-papiers soient obligés de risquer chaque fois leur vie pour qu'on les entende, de mettre à chaque bataille leurs destins dans la balance ?

Comment expliquer que lors de tous ces mouvements, c'est vers l'église qu'ils se retournent ? Comment expliquer cette absence des syndicats, cette lenteur qu'ils ont à bouger pour les saisonniers ?

Comment admettre qu'en 1982, des hommes se battent pour un bout de papier, pour avoir cet « insigne privilège » de vendre leur force de travail ?

Et tout d'abord, comment parler aux chrétiens de Nîmes et aux français en général, « sans leur filer des boutons » ? lorsqu'on est sans papiers, qu'on travaille depuis 3, 4, voire sept ans en France, « sans loi ni droits ? »

Les « régularisés » auraient-ils du travail toute l'année ?

Cette question est au coeur des luttes en cours, puisque l'un des arguments de l'administration et des syndicats d'exploitants agricoles consiste à dire que l'agriculture est tributaire des saisons et que si les clandestins étaient réduits le reste de l'année au chômage.

La semaine dernière, une responsable de la Direction des Affaires Sociales au Ministère de l'Agriculture n'hésitait pas à me dire au téléphone qu'on ne pouvait songer à régulariser ces clandestins au moment où la bataille pour l'emploi est la priorité des priorités. Rappelons aussi que le Secrétariat d'Etat a rappelé à divers moments qu'il ne pouvait être question de régulariser des chômeurs virtuels.

Acés arguments, les grévistes de Nîmes opposent d'autres : « Il y a un grand nombre d'employeurs qui

vous font un contrat de 4 à 8 mois, mais vous gardent « au noir » au terme du contrat. Si on a nos papiers ils seront bien obligés de nous prendre ».

Connaissant bien l'agriculture de la région, et pour cause, les grévistes affirment que les activités de la région fournissent du travail pour 9 à 10 mois.

« C'est bien parce qu'ils travaillent toute l'année qu'il y a tant de clandestins, sinon de quoi vivraient ils ? Ils ne mangent pas les pierres », disent-ils.

Dès le mois de mars, il y a des asperges, et juste après, il y a les cerises, les pêches, les tomates. Puis c'est le moment des vendanges - Après c'est la taille des arbres fruitiers et des vignes puis tous les travaux que nécessite la vigne - Si on avait les papiers, on pourrait travailler 9 à 10 mois et prendre 2 mois de congé dont un sans solde ».

L'interminable lutte d'Ahmed et Alam

L'un est de Meknès, l'autre de Fès, deux villes voisines au Maroc, et ils ont pratiquement le même âge. Les grèves de la faim... les sans-papiers... Le saisonnage... ça les connaît et pour cause.

Cela fait sept ans qu'Ahmed et Alam se battent pour avoir leurs papiers, vivent et travaillent dans le Midi. Depuis 1974, ils ont été de toutes les luttes des saisonniers, participant à leurs espoirs et à leurs échecs ; leur histoire se confond avec celle des bagarres des clandestins du Midi, et à elle seule, elle est un véritable réquisitoire. Alam raconte : « En 1974, à Avignon, j'ai rejoint la lutte dès que j'en ai entendu parler. C'était très dur car il y avait de la répression. Ils ont expulsé nos frères de la salle Benoit XII, puis sont venus nous expulser de la chapelle Saint-Joseph, là où il y a aujourd'hui la grève de la faim d'Avignon. Mais nous on se méfiait. La nuit, des camarades français ont dormi dans l'église, et nous, les grévistes, on a couché à la CFDT. Le lendemain, lorsque la police est intervenue, elle a trouvé des français, qui n'avaient pas leurs papiers sur eux, des sans-papiers comme nous.

J'ai participé à l'occupation du siège de la Ligue Arabe à Paris, puis on est revenu dans le Vaucluse. Au début de l'année 1975, on a occupé la Mairie. On nous a donné alors un logement au foyer, puis des contrats de 7 mois. J'étais parmi ceux qui ont refusé. D'autres ont accepté car ils n'avaient plus d'argent ou étaient fatigués par la lutte.

A Nîmes, en 1976, on a repris le combat, on s'est regroupé et on est resté à la Bourse du Travail CGT.

Là encore, la Préfecture nous a proposé des contrats de 7 mois. En septembre 1976, on a tenté de faire une grève générale pendant les vendanges, pour que les paysans fassent pression sur le gouvernement.

J'ai été refoulé en ce moment et je suis resté 6 mois au pays. Je suis revenu 6 mois après « clandestinement », par la montagne. On m'a refoulé deux jours plus tard. Je suis revenu de nouveau, toujours clandestinement. J'ai travaillé deux ans au noir jusqu'en 1979, où j'ai trouvé un patron qui me fait depuis des contrats de 8 mois.

Avec la victoire de la gauche, on a espéré. Ils ont arrêté les expulsions et ils ont dit que la priorité c'était les clandestins. Certains ont réglé leur situation mais pas nous.

Le gouvernement doit nous répondre car le problème que nous posons est un problème de fond, d'aujourd'hui, de demain, de toutes les années ».

Ahmed écoute et me dit n'avoir rien à ajouter car depuis 1974, il n'a pas quitté Alam. Entrés en France à l'âge de 26 ans, ils en ont aujourd'hui 34. Pour eux, jeunesse s'est conjuguée et se conjugue encore avec misère. Sauf si...



Rassemblement à Paris des sans-papiers, en avril 1975

« La vie cassée » d'Abdelkrim et Mustapha

Originaires de la région de Beni-Mellal, au Maroc, Abdelkrim et Mustapha sont inséparables. Ils ont travaillé chez le même paysan, près de Tarascon, ont fait ensemble toutes les réunions préparatoires, et ont décidé d'un commun accord de participer à la grève de la faim. Depuis dimanche, dans l'enceinte glaciale de la Cathédrale, ils dorment côte à côte. On rencontre ainsi tant en Avignon qu'à Nîmes, et c'est presque une constante dans tous les mouvements de sans-papiers, des petits groupes de grévistes, qui se connaissent depuis longtemps, unis parce qu'ils sont de la même région, ou de la même famille, ou parce qu'ils se sont connus dans le train les amenant au « Paradis Français », ou dans une exploitation agricole. La communauté des grévistes est à cet égard un ensemble, une sorte de patchwork, qui regroupe des dizaines de sous-ensembles, et cela explique en partie la force du mouvement, et son caractère massif.

Abdelkrim et Mustapha racontent, avec cet accent particulier qu'ont les Berbères de l'Atlas

marocain lorsqu'ils parlent en Arabe, leur vie, « une vie qui n'est pas une vie, une vie sans avenir ».

« Je passe l'année en aller-retour », dit Abdelkrim, le plus âgé des deux et père de 6 enfants, toute l'année dans le train, ou dans les fermes. Mon patron me fait depuis 1978, des contrats de 4 mois. A la fin du contrat, je repars au Maroc et passe deux mois en famille, puis je reviens, en touriste. Je travaille 4 ou 5 mois au noir, et lorsque je sais que le patron a envoyé le contrat de l'année suivante, je repars au pays. Je passe une ou deux semaines à la maison, puis c'est la visite médicale à Ain-Bordja et je reviens en France. Pour 4 mois encore ». 4 mois sous contrat, 4 mois clandestins et 4 mois sur la route ou en famille. « Une vie cassée » résume Mustapha.

Abdelkrim découvre le goût-amer de l'exil (« vos propres enfants ne vous reconnaissent pas. La première semaine, le plus petit pleurerait lorsque je voulais le prendre dans mes bras »), rencontre l'exploitation (« le patron ne nous donnera que des acomptes : 200 à 500 f, pour les commissions ; ce n'est qu'à la fin du contrat qu'il nous paye. Comme ça, il a deux

chaînes pour nous tenir : le contrat et la paye ».

Il apprend à faire la cuisine (« on mange ensemble, des pois cassés, des pâtes ou du couscous ; pour avoir de la viande « Hallal », on égorge nous-mêmes des poules) et voit progressivement fondre ses espoirs d'une vie meilleure (« je ne connais personne autour de moi qui arrive à épargner. Tu manges, et tu envoies le reste de l'argent pour que la famille mange là-bas »). Il découvre la solidarité et l'espoir (« on pense que ce nouveau président va nous traiter mieux que l'autre, mais on ne les connaît pas bien encore. On va voir avec cette grève ce qu'ils vont répondre. Nous, on attend la démocratie »).

« Tu sais, me résume Mustapha, le travail au noir, sans-papiers, c'est comme la rencontre de deux voleurs : le paysan et l'ouvrier. L'ouvrier est faible, démuné, et il veut travailler pour vivre ; le patron, lui, est fort et riche. Il vole le travailleur et le gouvernement. Avec la carte de travail, il n'y aura plus de voleurs. Dis-leur ça dans ton journal ».

Reportage réalisé par Kamel Belarbi



Grévistes de la faim saisonniers, Nîmes, 1976

Il y a vingt ans la tuerie du métro Charonne.

LE TEMPS DES CHAROIGNES

Ce mercredi 7 février 1962, le visage défiguré d'une petite fille s'étale à la Une des journaux Parisiens l'OAS Metro vient de signer ce « haut fait d'Armes ». Ce lâche attentat viendra réveiller une opinion publique tombée en léthargie depuis le début de la sale guerre d'Algérie. Le lendemain des dizaines de milliers de personnes manifestent contre le fascisme. Encore une fois la police aux ordres de Papon et Roger Frey va se distinguer par une violence inouïe. On relèvera huit morts écrasés dans la bouche du métro Charonne.

En ce début de l'année 1962, Paris vit désormais à l'heure d'Alger, au rythme des bombes qui éclatent ici et là ; et au crépitement des rafales de pistolet mitrailleur. Il ne se passe plus un jour, sans qu'un café, ou un cinéma fréquenté par des algériens, soit la cible des tueurs de l'OAS: La communauté algérienne déjà lourdement traumatisée par la tuerie du 17 octobre 1961, n'en finit plus de compter ses morts... A la peur des harkis et de la police qui font régner la terreur, vient s'ajouter, celle de l'OAS. L'échec des négociations de Melun, semble faire dire : que les voies de la paix, elles aussi, sont impénétrables...

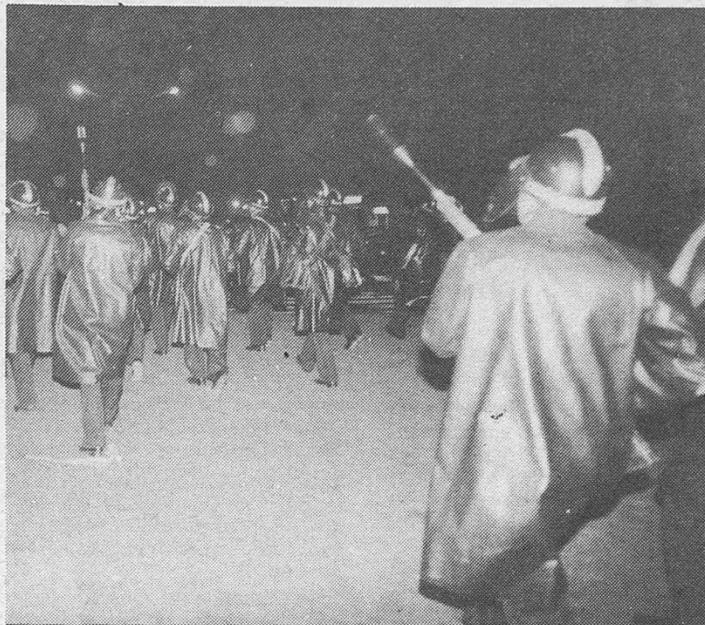
L'OAS METRO, espérant profiter de la confusion politique qui règne en France à propos de l'Algérie, pour faire basculer l'opinion publique décide de porter la guerre tous azimuts. Bénéficiant de complicités dans l'Armée, la Police et jusque dans le Gouvernement : « certaines mauvaises langues iront jusqu'à dire que Giscard d'Estaing alors secrétaire d'Etat, était l'antenne de l'OAS ».

L'erreur fatale ...

Le mercredi 7 février, l'OAS passe à l'offensive, une dizaine d'attentats sont commis dans la région parisienne. L'un d'eux visait André Malraux alors ministre des affaires culturelles du Général De Gaulle.

Un commando avait placé une bombe près de l'appartement du ministre. Mais Malraux était absent ce jour-là ; et la bombe explosa tout près de l'endroit, où une petite fille, Delphine Renard, jouait avec sa poupée. Des éclats de verre l'atteignirent au visage, la défigurant.

Le soir-même, les syndicats (CGT, CFTC, et l'UNEF) décidèrent pour le lendemain, une manifestation contre les menées fascistes de l'OAS. Refuseront de se joindre à la manifestation, les syndicats F.O. et la FENproche des socialistes.



L'initiative fût soutenue par le P.C. et le PSU. Les socialistes quant à eux ne se joignirent pas non plus à l'appel, Guy Mollet jouant alors la carte du « Nouveau Régime ».

Contrairement aux idées reçues, et sur ce que l'on put écrire par la suite, l'appel à la manifestation n'associa en aucune manière le peuple algérien pourtant durement éprouvé par les attentats aveugles de l'OAS tant en Algérie qu'en France.

Toujours est-il que la manifestation fut interdite par le préfet de police Maurice Papon le boucher d'octobre 61.

Mais le jeudi 8 février, dès 18h30, des dizaines de milliers de personnes se rassemblèrent en divers points tout autour de la place de la Bastille en scandant : OAS assassins !

Les consignes des responsables syndicaux furent strictes : « pas d'armes, ni bâtons » elles seront respectées par les manifestants.

La présence massive de policiers armés et casqués empêchera la formation de plusieurs cortèges et donnera lieu à quelques escarmouches. Malgré l'important dispositif policier quelques cortèges arriveront à se former dans les petites rues avoisinant la place de la Bastille, pour se retrouver boulevard Voltaire à la hauteur du métro Charonne.

Les organisateurs décidèrent alors la dispersion de la manifestation. C'est à ce moment que la police chargea la foule aux cris de « Algérie Française ». Pris de panique, les manifestants essayèrent de se réfugier dans les escaliers de la station du métro Charonne. Mais les grilles étaient fermées, le massacre commençait... Au milieu des cris et des hurlements, des manifestants tombaient, sous les bidules des brigades spéciales. Certains manifestants étaient jetés pardessus les grilles et s'écrasèrent sur la foule. On vit même des policiers levant des plaques de fer qui entourent les arbres les projeter sur la foule terrifiée. On releva huit morts (tous militants du PC) parmi

lesquels trois femmes et un jeune de 16 ans, employé au journal l'Humanité. Plus de cent manifestants avaient été blessés dont l'un mourra quelques semaines plus tard à l'hôpital.

L'OAS a perdu

Le lendemain, le tristement célèbre Roger Frey alors ministre de l'intérieur et aujourd'hui président du conseil constitutionnel, justifia le carnage, comme il avait menti au lendemain de la tuerie d'octobre : « des commandos communistes organisés ont assailli les forces de l'ordre ».

Et de plus il fit saisir Libération et l'Humanité qui ne devaient pas avoir tout à fait le même point de vue. Le 13 février, jour des obsèques, l'ensemble des syndicats appelèrent à la grève générale qui fut largement suivie. C'est une véritable marée humaine qui accompagna les morts de Charonne au Père Lachaise. Ce fut le plus grand rassemblement populaire depuis la libération de Paris, évalué à près d'un million de personnes.

Enfin le peuple de Paris se secouait de son apathie. Cette fois il fallait en finir !

L'OAS avait perdu la bataille, désormais soutenir : « l'Algérie Française, c'était soutenir l'OAS ». Charonne marquait un point de non retour. De Gaulle allait pouvoir négocier... Un mois plus tard, le 19 mars le cessez-le-feu intervenait... Mais à quel prix !

Pour toute une génération Charonne sera et est encore le symbole du soutien au peuple algérien pour son droit à l'indépendance. Mythifiés les martyrs du 8 février, seront la bonne conscience d'une gauche culpabilisée et serviront entre autre à masquer sa capitulation au lendemain du massacre du 17 octobre 1961. Les obsèques grandioses du 13 février ne pourront effacer cette tâche.

Le sang des uns ne peut laver celui des autres, nos racines sont sanguinolantes, et la mémoire ne peut faire son choix !

Farid Aichoune

Histoire de commémorations

Charonne-ci, Charonne-là ; radio, télévision, manifestation.

Nous avons eu droit à un déferlement de souvenir sur la criminelle charge policière du 8 février 82 qui entraîna la mort de neuf manifestants français. Seule la droite française s'est tue. Ou elle se révolte n'aimant guère qu'on lui rappelle le sang qu'elle a fait couler. Mais, et sur le fond c'est tout à fait justifié et même tardif, du côté de la gauche, c'est l'apogée de la commémoration (j'allais dire l'exploitation) des martyrs et le défilé des pèlerinages en rangs dispersés à la station Charonne. C'est aussi un moyen « subtil » de régler ses comptes : il y a ceux qui revendiquent « leurs » morts ; il y en a d'autres, oubliant ou voulant faire oublier la compromission de leur parti pendant la guerre d'Algérie, ont le toupet de prétendre que les morts de Charonne leur « appartiennent » aussi.

Ces querelles partisans n'ont pas de quoi étonner. En revanche, il faudrait le faire quand on sait que quatre mois avant, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'assassinat de centaines d'algériens à Paris, la gauche française est restée curieusement silencieuse. Pourquoi s'étonner, la naïveté n'a jamais payé. Les français que la gauche

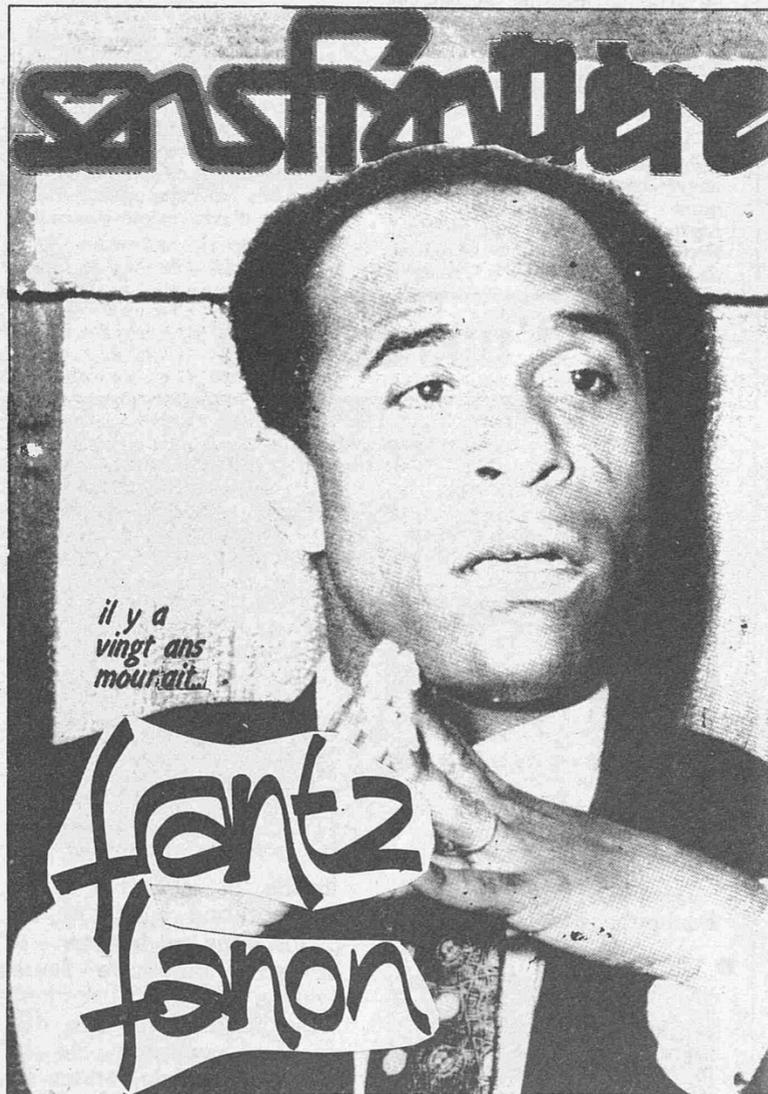
commémore sont morts pour la paix en Algérie, pour que cesse le retour de cercueils de jeunes français du contingent en « métropole ». Quant aux algériens, ils sont morts pour l'indépendance de leur patrie.

Avec vingt ans de recul, la différence paraît mince. L'actuelle discrimination dans les commémorations, puisque commémoration il y a, nous montre qu'elle était et reste fondamentale. Passons sur cette bassesse et arrivons en à une autre.

Certains prétendent que si on commémore Charonne en février 82 et qu'on ne le fit pas pour les algériens en octobre 81, c'est qu'entre temps le Conseil Constitutionnel a rejeté la loi sur les nationalisations. Conseil Constitutionnel présidé par Roger Frey, ministre de l'intérieur en octobre 61 et en février 62.

Ah, direz vous, nous sommes machiavéliques, eh bien, soyons le. Espérons que le conseil constitutionnel rejette une loi souhaitée par la gauche en septembre 82. Peut-être pourra-t-on célébrer le vingt et unième anniversaire du massacre d'octobre 61, l'an prochain.

Neg Mawon



Le Spécial Fanon est vendu dans plusieurs kiosques et quelques librairies, et ce, pendant le mois de février. Si vous ne le trouvez pas, vous pouvez le commander à Sans Frontière, contre un chèque de 15,00 F à l'ordre du journal. Renvoyez le tout à l'adresse de la rédaction. Tél : 278 44 78 - 33 Bd St. Martin - Paris 3è.

Selles ou l'image de la France profonde !

Selles S/Cher (Loire et cher). Une semaine de l'amitié franco-portugaise a été organisée par les professeurs du CES. C'est jeudi. Le débat, après un court-métrage « Maria Madalena » portrait d'une jeune fille immigrée portugaise élevée en France.

Selles, petite ville de 4 à 5 Mille habitants, vit autour des activités de l'usine de faïence sanitaire, la plus grande d'Europe. La moitié des ouvriers sont des portugais. D'autres immigrés, maghrébins, turcs, les accompagnent dans le même sort, soumis au travail pénible et toxique - que les français ont fui, renvoyés dans des taudis insalubres. Actuellement le travail devient plus rare. Les petites fabriques ferment ou sont achetées par la grosse usine de faïence qui, ainsi, ne subit pas de concurrence. Les ouvriers observent cette stratégie et craignent le pire.

Quelques familles immigrées sont venues participer au débat. Mais les directrices des écoles, de l'association de parents d'élèves et certains professeurs étaient là, vigilants, pour assurer la défense du statu-quo. Racisme, ségrégation manque de promotion scolaire des immigrés ? Ce n'est pas vrai. Le Vice-Consul de Tours était venu aussi pour sauvegarder l'amitié et répondre par des sourires aux problèmes posés.

Pourquoi des travailleurs immigrés continuent à être installés dans des baraquements, ou regroupés dans le même ghetto ? Pour qu'elle raison entre 20 élèves de 5^e, il n'y a que 5 qui ont réussi à

rentrer en 4^e ? Ces questions ont été posées par une courageuse jeune immigrée qui n'a pu continuer ses études. L'atmosphère étouffait. Un contremaître de l'usine demande l'identification des présents. Un professeur non-conformiste, qui a osé évoquer la honte du racisme quotidien, a été prise à partie.

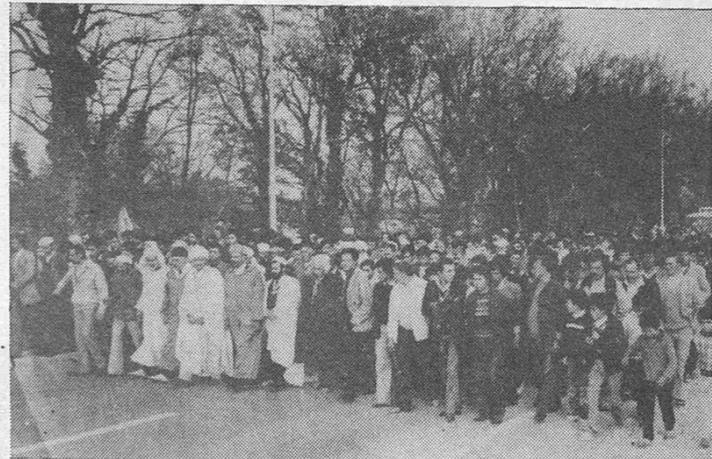
A la fin du débat, nous serons mis au courant des conditions de travail et des tracasseries que les ouvriers supportent sans pouvoir l'avouer en public.

A Selles, nous avons rencontré une petite image de la France profonde, toute soucieuse de se laisser endormir avec ses inégalités et préjugés sociaux voilés et oubliés. Des notables, des gens placés entretiennent une parade de faux rapports qui amène à un pourrissement social prêt à éclater le moment venu. Aujourd'hui, ce sont les immigrés qui supportent les conséquences matérielles d'un équilibre tenu par des ficelles. Mais une société qui se veut moderne, évoluée et respectueuse des droits de l'homme est obligée d'avoir mauvaise conscience lorsqu'elle se regarde avec des yeux de vérité.

L'initiative de la semaine d'activités culturelles, qui a demandé un grand effort pour sa réalisation, ne peut qu'être bien comprise par la communauté portugaise. Cependant l'avantage intrinsèque d'une action de ce type c'est d'amener les intéressés au dialogue, et à l'échange d'avis, même contradictoires.

D. Lacerda

La fin d'une époque



Décédé à l'âge de 75 ans le Bachagha Boualam chef des



harkis et chantre de la collaboration a été accompagné dans sa dernière demeure par une foule évaluée à 3000 personnes. Avec lui disparaît l'un des derniers vestiges de la période coloniale, et un de ceux qui marquèrent l'une des périodes les plus sombres de la guerre d'Algérie.

La mort d'un « fidèle » titrait un quotidien du sud de la France. Lui reconnaissant après sa mort, « les services rendus ». Les harkis apprécieront mieux ces gestes de leur vivant...

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL LES HANDICAPES IMMIGRES DE L'EMPLOI



Les 27 et 28 janvier, s'est tenu avec la participation de l'ATAF (Amicale des Travailleurs Algériens en France) et dirigé par le Ministère du Travail ; un colloque sur le thème « handicap et emploi ».

Selon le compte-rendu de l'ATAF, les immigrés rendus infirmes à la suite d'un accident de travail seraient doublement handicapés. Premiers visés (33 % de migrants dans la population handicapée adulte contre 10 % pour la population totale française) du fait des emplois occupés (bâtiment, métallurgie, mines, etc...) les immigrés handicapés se trouveraient de plus dans l'incapacité de faire valoir leurs droits.

Ce handicap serait dû à une mauvaise connaissance de la langue française, qui entraînerait « la méconnaissance de nos droits sociaux, des différentes lois et circulaires, et du système administratif ». A cela s'ajouterait l'incompréhension des services d'accueil « mal préparés à entrer en contact avec la population im-

migrée » et le racisme quotidien. « Pour nous, dit l'ATAF, être handicapé signifie la perte de l'emploi, de nos droits et avantages sociaux, la peur et l'inquiétude des lendemains, l'angoisse et l'insécurité quant à notre avenir et celui de nos familles ».

Une situation qui constitue selon l'Amicale, « une atteinte à notre dignité humaine de travailleur... » Pour y remédier, l'ATAF a établi une série de propositions portant notamment « sur l'égalité des droits et avantages avec les handicapés français » ainsi que des mesures spécifiques aux travailleurs immigrés, comme la mise à la disposition des handicapés, par la Sécurité Sociale, de professeurs de français. Une lettre a d'autre part été adressée à M. Moreau, chargé des handicapés au ministère de la Solidarité, par l'ATAF qui propose un certain nombre de mesures à caractères financier : allocations spéciale et couverture sociale pour les handicapés sans ressources, carte orange gratuite, renouvellement automatique de la

carte de résidence, accélération des démarches administratives, ouverture de nouveaux centres de formation, bénéfice des allocations CAF, FNSE et logement, maintien du pouvoir d'achat, des prestations sociales et familiales en cas de retour au pays, prise en charge par l'employeur du prix du billet de retour, développement gratuit de l'information

Le problème de l'accident de travail se pose effectivement de façon un peu particulière pour le travailleur immigré et constitue dans certains cas le dramatique et humiliant aboutissement d'un chemin de croix devenu stérile (pour plus de précision, se reporter à l'ouvrage de Tahar Ben Jelloun : « La plus Haute des Solitudes »).

Ceci dit, il reste à préciser à l'ATAF que les immigrés ne sont pas les seuls, loin de là, à se perdre dans les méandres du droit français. Le nombre d'immigrés accidentés s'élève à 222 024 sur un chiffre global de plus d'un million et demi. La priorité donnée à la lu-

te pour les handicapés n'apparaît donc pas si évidente, même si le problème doit effectivement être soulevé, mais dans le cadre plus général de l'égalité des droits entre français et immigrés. L'humiliation ressentie par les immigrés accidentés n'est pas moindre que celle des accidentés autochtones trimballés d'un service à l'autre dans l'indifférence sinon le mépris général.

Enfin et surtout, les solutions prônées par l'ATAF, presque exclusivement financières, règlent-elles réellement le problème ?

M.W.

J.P. Cot et les « sans-papiers »

Mercredi 3 février, une manifestation un peu particulière avait lieu devant le Ministère de la coopération : une dizaine d'associations tiers-mondistes s'était rassemblée et prenait, pour la première fois position sur les « sans papiers ». Jean-Pierre Cot, ministre de la

coopération, devait recevoir une délégation des associations.

Si la FASTI et l'ATMF sont des habitués des manifestations en faveur des sans-papiers, c'est en revanche la première fois que le problème de la régularisation rassemble, côte à côte, le Mouvement Tiers-Monde, UCODEP (Union des Comités Développement des Peuples, Terre des Hommes, Soutien Paysan, INODEP, MEDICUS MONDI, Frères des Hommes, le CEDETIM, le CICDA (Centre International de Coopération pour le Développement agricole) et les artisans du monde.

La volonté de ces organisations d'interpeller le ministre de la coopération sur les problèmes de la régularisation indique bien sous quel angle l'analyse est effectuée. La déclaration commune des organisations met en parallèle l'exode rural de la paysannerie française et l'émigration des pays du Tiers-Monde vers les pays industrialisés. Partant, la régularisation des sans papiers, si elle ne s'accompagne pas d'une politique globale de l'immigration et du développement des pays pauvres, ne règle pas le problème de fond. Les restrictions apportées lors de la régularisation signifient

pour les immigrés « une situation d'incertitude, de misère et d'angoisse, qu'ils restent en France clandestinement ou qu'ils retournent dans leur pays d'origine ». Rappelant les déclarations de Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., faites avant les élections (« l'immigration est la conséquence de la domination d'une partie du monde par l'autre... C'est aux causes mêmes qu'il faut s'attaquer », les organisations Tiers-mondistes soulignent leur désillusion devant les mesures prises par le nouveau gouvernement et les associations tiers-mondistes pour « que cessent la politique du coup par coup ». Elles devaient également revendiquer le retrait du critère d'entrée avant le premier janvier 81.

Jean-Pierre Cot devait recevoir une délégation des organisations et promettait d'une part de faire part au gouvernement des revendications exprimées, et d'autre part, la signature prochaine d'accords de développement entre la France et certains pays concernés au premier chef par l'immigration.

Reste que c'est la première fois, depuis l'entrée des sans-papiers sur le devant de la scène sociale, qu'est évoqué aussi clairement l'aspect international du problème.

ERRATUM

Dans le numéro 46 du 22 au 28 janvier 82, s'est glissée dans la Tribune Libre d'Antonio Perotti « Pour une politique globale de l'immigration » à la page 6, 5^e colonne, dernière ligne, une erreur de frappe : à la place de « capitaliste », il fallait lire « pluraliste ». Nous prions l'auteur et nos lecteurs de bien vouloir rectifier et nous excuser.

Dans le numéro 48 du 5 au 11 février, s'est glissée dans la page 2 : Courrier des lecteurs, une erreur de frappe. Les lecteurs sont priés de lire la marche et non pas le marché.

Affaire Boubaya

VERDICT « ÉQUITABLE » POUR JEUNES GENS TRANQUILLES

En décembre 1977, P. Roger et H. Vallez, internes à l'hôpital de Creil, faisaient subir à un ouvrier algérien, M. Boubaya, une véritable séance de torture dans l'espoir de dépister la « flémingite aiguë » qui avait conduit l'ouvrier à l'hôpital.

Quatre jours plus tard, celui-ci décédait d'une rupture d'anévrisme et la famille, constituée partie civile, portait plainte (voir S.F. n° 45). Le verdict rendu le 5 février, n'a fait plaisir à personne : un verdict « équitable ».

15 000 F d'amende à Hervé Vallez, 20 000 F à Philippe Roger plus six mois de prison avec sursis pour ce dernier (mais amnistiables dès paiement de l'amende), tel est le verdict prononcé par le tribunal de Senlis à l'encontre des deux internes.

Verdict subtil : refusant de suivre la défense, qui demandait la relaxe, et invoquait l'erreur de diagnostic, le tribunal reconnaît Roger et Vallez coupables de « violences légères » - selon les charges retenues - précisant que « le statut de médecin ne saurait être invoqué » comme argument par la défense. Exit, donc, la notion de notable. Le médecin redevient un simple citoyen.

procès, ni la « respectabilité » n'auront suffi. « Victimes d'une injustice », on pourrait presque s'attendre à ce qu'ils fassent appel, si cela ne devait toutefois entraîner une publicité... fâcheuse. Quant à la famille, dans l'impossibilité de faire appel puis partie civile, elle se trouve flouée d'un jugement qu'elle réclamait et crie à la « justice de race ».

Racisme ? Pas si simple. Vu les charges retenues contre les inculpés, le verdict ne pouvait guère être différent. A euphémisme, euphémisme et demi, pourrait-on dire. A « violences légères » correspond l'exposé du tribunal qui motive le jugement : un examen médical pratiqué avec hâte, « voire teinté d'agressivité ».

Et c'est dans ce babillage feutré, dans ce marécage de mots à double sens, bref dans le jargon judiciaire qu'est finalement enterré Mohamed Boubaya. Des véritables causes de son drame, il ne sera jamais question : le mépris of-

Quatre ans que Mohamed Boubaya est mort. Quatre ans que « ce n'est pas si grave, puisque de toutes façons, il devait mourir ».

La famille est là, dans la salle d'audience de ce tribunal de Senlis qui ressemble plus à une cité administrative qu'à un palais de justice. Les parents de Mohamed, sa femme, accompagnés du responsable de l'Amicale des Algériens. Assis sur leur banc, ils attendent. De l'autre côté, la famille des docteurs Roger et Vallez, à présent établis à Paris. On s'évite, les regards se fuient, on s'ignore.

La cour entre, s'installe, et tout va très vite. Les deux médecins se retrouvent à la barre, raides, hiératiques, et écoutent sans broncher le verdict qu'expédie le président à une allure record.

Coupables, 20 000 F d'amende, 30 000 F de dommages et intérêts, six mois amnistiables. Roger et Vallez sortent, très rapidement. « Pas de commentaires », dira Roger. « No comment ». On passe à autre chose. L'oraison funèbre de Mohamed Boubaya est terminée.

Dans le couloir. La famille Boubaya est enfin sortie, après quinze bonnes minutes d'incompréhension. Tout s'est passé si vite que seuls les journalistes ont pu entendre le verdict. J'ai dû expliquer les termes du jugement pour qu'enfin ils réalisent (« Même pas la prison », dit Mme Boubaya, une toute jeune femme.). La mère, qui ne comprend pas bien le français, demande encore des explications.

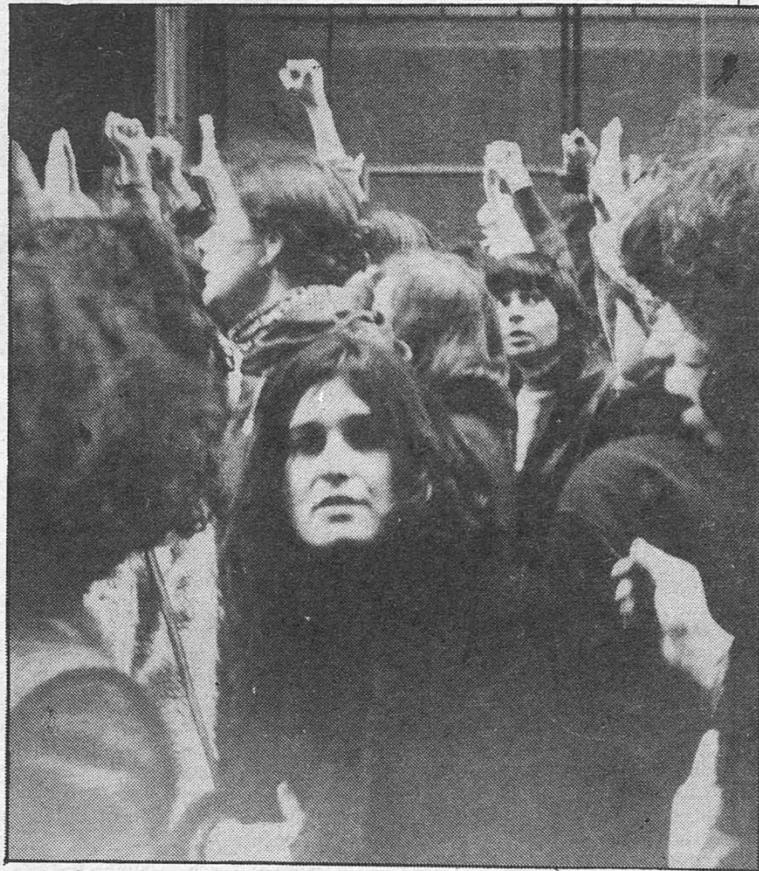
A côté de l'avocate des deux médecins (d'office, ceux choisis par Vallez et Roger n'ont pas même daigné se déplacer !) les deux journalistes présents pour le verdict. On cause un peu boulot, et très vite, la discussion dévie : cuisinière neuve, vacances prochaines et problèmes domestiques. Avocats, président, inculpés, journalistes. Tous à peu près du même âge. La pensée me vient qu'après tout, l'avocat de la défense et Vallez auraient pu se connaître en fac et sympathiser. Tous du même monde. Seule la famille Boubaya tranche, petit groupe compact dans ces locaux aseptisés. A tel point qu'un quidam me demande discrètement, désignant le responsable de l'Amicale des Algériens, lui aussi en costume : « c'est un avocat aussi, celui-là ? ».

« Faut pas laisser tomber », répète un ami de la famille. « Faut faire quelque chose ». La femme de Boubaya soupire : « Je ne sais pas ce qu'on peut faire encore. Ça fait quatre ans maintenant. On ne peut rien faire, renchérit le père en haussant les épaules. Ils ont tellement de dossiers ».

De l'autre côté du long couloir, avocats et journalistes discutent. Le bâtonnier passe : « Pas de déclarations », dit-il en souriant aux avocats.

« Trop de travail. Trop de dossiers... ». Nous sortons.

Marc Weitzmann



Grève au lycée d'Argenteuil :

RANGÉS, LES JEUNES ?

A Lens, les Lycéens organisent des manifestations contre la violence ; à Lille, cinq jeunes fuguent, volent trois voitures et partent « voir la mer » ; Philippe détourne un car pour rejoindre son amie des Pays-Bas tandis qu'ailleurs, un adolescent assassine sa mère sur un coup de tête. Rangés les jeunes ? La « seconde génération » participe aussi à la manifestation de ce malaise contradictoire et encore diffus.

Au LEP (Lycée d'Enseignement Professionnel d'Argenteuil) mené par les « troisième années » tout le lycée est en grève depuis quinze jours. Théoriquement au moins, les vacances ne devraient pas arrêter un mouvement qui doit reprendre, sous une autre forme, à la rentrée.

Au départ, une banale histoire de cantine. Quelques élèves jugeant la nourriture infecte, boycottent le réfectoire. Mais très vite, le conflit s'amplifie, dépasse les problèmes d'intendance. Tout ce qui s'est accumulé depuis trois ans pour les plus vieux, ressort. Il faut dire que les motifs ne manquent pas : « au niveau de la cantine, c'est insupportable, expliquent-ils. Si on mange un trimestre au réfectoire, les deux autres deviennent obligatoires. En plus, les prix augmentent sans avertissement. Les parents sont les derniers avertis ».

Mais la cantine n'est pas le plus grave : « On doit passer un C.A.P. ou un B.E.P. ici, mais on a pas les moyens de travailler. Les profs qui partent en stage ne sont pas remplacés avant deux semaines, les machines sur lesquelles on travaille sont défectueuses, et dans les ateliers, une ampoule sur deux fonctionne. D'autre part, il n'y a pas de représentants des parents au Conseil d'Établissement, con-

trairement à la loi. Tout se fait à nos dépens et dans notre dos ».

Décidés à prendre les choses en mains, les élèves organisent alors une grève illimitée. Mais cela ne va pas sans mal. « Au niveau de la mobilisation, les troisième années sont les plus décidés. Même si nous ne pouvons pas profiter des avantages acquis, ceux qui viendront, les première années en auront le bénéfice » « Les première années suivent beaucoup moins facilement, ou bien la grève leur sert de prétexte à sécher les cours ».

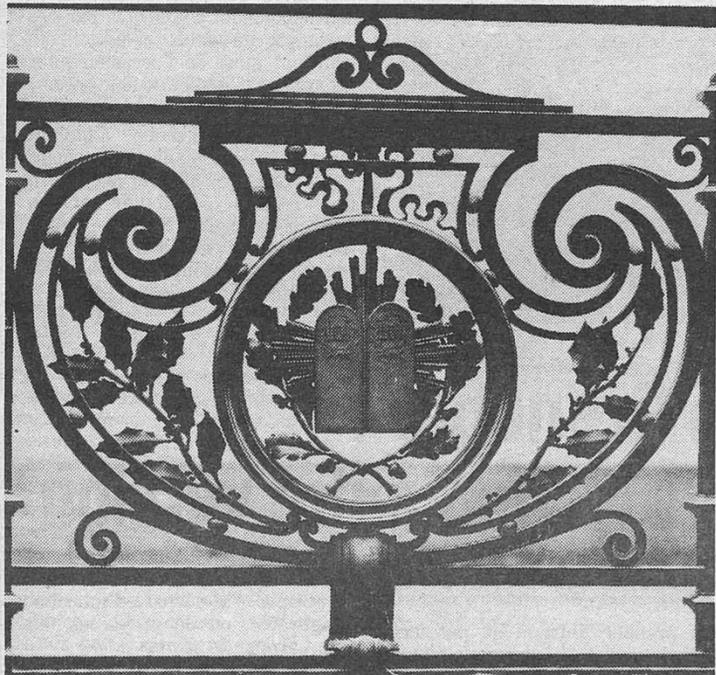
Autre facteur traditionnel de démobilisation : la menace de sanction. Mais des sanctions un peu particulières :

« Nos parents, immigrés pour la plupart, parlent peu le français et le lisent encore moins. Profitant de ça, le directeur menace tous ceux qui font grève de leur supprimer les bourses. D'autre part les parents, déjà un peu paumés en ce qui concerne l'administration scolaire, ont toujours du mal à comprendre un mouvement de grève des élèves, et plus encore à le soutenir ».

Ils ne sont pas les seuls. Et l'attitude des professeurs est révélatrice à cet égard. A l'exception de deux profs (de français) qui soutiennent les grévistes, les « camarades syndiqués » se montrent plus que discrets : « Il y a ceux qui retournent leur veste, ceux qui nous engueulent, et les autres, plus hypocrites, qui prétendent nous soutenir. Mais de loin, ça ne les regarde pas, disent-ils ».

Malgré les obstacles auxquels se heurtent les grévistes (triplement marginaux puisque jeunes, immigrés et grévistes) ils sont décidés à aller jusqu'au bout. La dernière idée doit être un comité d'action permanent, mis sur pied à la rentrée, avec reprise des cours. Une affaire à suivre donc...

M.W.



Mais si les thèses de la défense n'ont pas été retenues, le ministère public, qui demandait dix-huit mois à deux ans de prison, n'a pas eu plus de succès. Circonstances atténuantes, en effet, pour le tribunal : les conditions de travail de l'hôpital de Creil, le manque de moyens et de personnel. Toutes choses sur lesquelles « Humanité » s'était longuement appuyé au moment des faits, et qui « excuseraient » (?) la séance à laquelle fut soumis l'OS.

Un verdict « équitable ». L'épée de la justice coupe la poire en deux moitiés trop égales. Pour les accusés, ni l'argent investi dans le

fiellement affiché par le milieu médical envers « la plèbe », étrangère de surcroît. Ouvrier spécialisé, arabe, Boubaya n'avait rien pour plaire. Mais, aussi les jeux et bizutages plus ou moins malsains régulièrement pratiqués dans les facultés de médecine. Et c'est peut-être là que le fait divers prend toute son ampleur : ce soir de décembre 77, Hervé Vallez et Philippe Roger n'étaient-ils pas finalement deux étudiants comme les autres ? N'avaient-ils pas ce soir-là, tout simplement envie de s'amuser ? Mais cela a coûté la vie à un homme.

Restaurant « Istambul » Où EST MME DESTAINVILLE ?

Le 19 janvier, 4 salariés Turcs sur les 5 du restaurant « Istambul » 23 Passage du Prado dans le 10ème se mettent en grève avec occupation des locaux pour l'application du droit du travail sur les salaires et les conditions de travail.

En octobre 1981, les camarades avaient tous leur carte de travail et de séjour. Le gérant M. Gediek et son épouse, Mme Destainville, propriétaire du fond de commerce sont introuvables, depuis le début de ce conflit, mais sont représentés par un avocat.

Après 20 jours de ce conflit, il apparaît que la seule volonté de la patronne est de maintenir les conditions antérieures, c'est-à-dire : le travail clandestin. Elle préfère licencier ses salariés ou fermer son établissement et utilise au maximum son droit de propriétaire, alors qu'elle ne respecte aucun droit vis-à-vis de ses salariés (non délivrance de fiches de paye, non paiement des heures supplémentaires, non déclaration à la sécurité sociale).

Bulent, un des salariés a une carte de travail et de séjour de 10 ans, il est là depuis 2 ans et possède seulement 4 bulletins de paye, le cuisinier Hassan lui, possède 15 fiches de paye... mais avec tampon d'un atelier de confection non déclaré.

Yavuz, lui, c'est plus simple, il n'est pas déclaré et cela fait 7 mois qu'il est là, enfin Metin lui, a une feuille de paye marquée 2000 F pour 4 heures par jour (il fait 12 h ou 13 h par jour).

Mme Destainville ne s'en laisse pas compter ; elle fait appel au

tout simple. Mme Destainville est introuvable et préfère payer un avocat, un huissier et des frais de justice coûteux à notre connaissance plutôt que de payer ses salariés.

Les solutions dans ce type de conflit ne sont pas évidentes. Contre la volonté de maintenir le travail clandestin, il faut, comme le dit la formule : à situation particulière, solution particulière. Sinon la solution elle-même entretiendra le travail clandestin.

En faisant chantage au licenciement ou à la liquidation de l'établissement, la patronne tente de faire accepter les conditions du travail clandestin aux salariés. L'enjeu est bien celui-ci. Avec ou sans carte de travail et de séjour (même si la possession d'une carte de travail et de séjour est incontestablement un élément du rapport de force).

Il faut que la solution trouvée dans le conflit du restaurant « Istambul » réponde à 2 difficultés :

- Protéger les salariés et réduire les possibilités de maintien du travail clandestin.

Cela peut s'orienter ainsi :

- Soit Mme Destainville se met en règle vis-à-vis de ses salariés et maintient son activité,

- Soit, elle ne peut ou ne veut maintenir ses salariés ou son activité et cela passe alors par :

. Le paiement en priorité des sommes dues aux salariés,

. Le paiement et la délivrance d'au moins 6 mois des bulletins de paye antérieurs,

. Sa radiation de toutes possibilités d'exploitation.

LES EMPLOYÉS
DU RESTAURANT
ISTAMBUL
VAINCRONT



LE
BOSS-FORT



- © FOUQS 1982

Tribunal de Grande Instance qui ordonne l'évacuation avec l'aide de la force publique. La police prend contact afin d'envisager l'évacuation (la nuance est importante) néanmoins, elle dit très clairement, qu'elle a une ordonnance de Tribunal à exécuter et que si les salariés ont raison en droit du travail, la police, doit exécuter l'ordonnance.

Ainsi donc, par un système de décision juridique complètement cloisonné, cette logique peut amener à ce que les institutions juridiques et policières fonctionnent comme maintien du travail clandestin.

Il faut sortir de cette situation et négocier, mais cela ne s'avère pas

Dans tous les cas et au-delà de ce conflit, cela passe dans ce type de problème, avec ce type d'établissement (travail non sous traité) cela impose des solutions qui peuvent être :

1° - Lors de la création d'un établissement ; un dépôt de garanties équivalent au moins à 3 mois de salaire au smic par salarié.

2° - La mise en place d'un droit syndical adapté à ce milieu de PME et une négociation entre le ministère du travail, la chambre patronale et l'organisation syndicale.

3° - Une pénalisation dissuasive des employeurs vivant sur le travail clandestin (cas du restaurant « Istambul »).

U.D. - CFDT Paris

Mariages blancs en RFA :

CHASSE AUX FEMMES BLONDES

« Épousez une femme Allemande et vous ne serez pas expulsés de RFA ».

C'est en partant de ce principe, légal au départ, qu'un véritable trafic de femmes Allemandes, blondes de préférence, a vu dernièrement le jour dans les milieux Turcs de RFA, dont les quelque 1.500.000 représentants tentent de rester en RFA.

En ces temps de crise économique et de chômage, la vie est devenue particulièrement dure pour les travailleurs immigrés en RFA, et pour les Turcs d'Allemagne, actuellement, 4,5 millions de travailleurs étrangers se trouvent en RFA, soit près de 7,5 PC de la population totale.

Samedi dernier, M. Josef Stingl, le président de l'office l'Office Fédéral du Travail, s'est prononcé pour la diminution de leur nombre.

Sans cesse menacés d'expulsion à la suite de la non reconduction de leurs permis de travail, ils cherchent par tous les moyens à rester dans leur pays d'adoption. Celui qui

consiste à épouser une femme Allemande reste encore l'un des meilleurs. Selon la loi, en effet, le conjoint d'une ressortissante Allemande ne peut être expulsé de RFA. Pour nombre de Turcs, il s'agit donc désormais de passer devant Monsieur le Maire.

Des aigrefins ont réalisé le profit qu'ils pouvaient tirer d'une telle situation mettant en place dans tout le pays des agences matrimoniales clandestines ou les postulants au mariage - blanc bien entendu - peuvent acheter leurs épouses.

C'est là que les entremetteurs franchissent les frontières de la légalité, car les candidates, rarement consentantes, sont la plupart du temps alléchées par des promesses de gains importants en contre-partie de leur bon vouloir.

Tous les moyens sont bons pour « les chasseurs de femmes » Allemandes. Les menaces, les pressions, la drogue et parfois le crime. Le scénario habituel est vieux comme le monde : des hom-

mes jeunes et élégants écumant les terrasses de café et les thés dansants à la recherche de leurs victimes à qui ils promettent monts et merveilles.

Des escrocs ont même développé un véritable réseau de « vente par correspondance ». Ils fournissent ainsi à leurs compatriotes encore en Turquie, réputés solvables et désireux d'obtenir un permis de travail en RFA, des épouses avant même que les intéressés ne s'introduisent en Allemagne en se faisant passer pour des touristes.

Des avocats Allemands ont également profité de l'aubaine en consultant à leurs clients Turcs menacés d'expulsion de prendre une épouse Allemande, moyennant finances.

Le commerce en tous cas est florissant. Plus de 300 mariages blancs, Germano-Turcs ont ainsi été conclus pour la seule année 1981 dans la ville de Cologne.

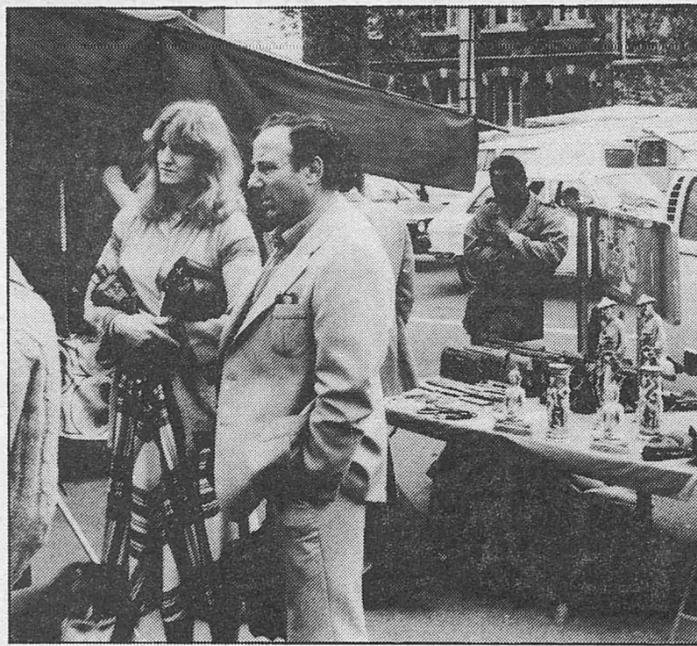
A raison de 10.000 Marks (environ 25.000 FF) par transaction, on s'imagine facilement les fortunes qu'ont pu amasser les pourvoyeurs d'épouses.

Les autorités sont pour le moment désarmées devant l'ampleur prise par ce nouveau « trafic de blanches ». Il leur est en effet extrêmement difficile de prouver qu'un mariage n'a été conclu que sur le papier. Selon Mme. Antje Huber, ministre ouest-allemande de la famille, « Le législateur doit absolument entreprendre quelque chose pour mettre fin à cette véritable plaie ».

D'autant que les mariages blancs sont également contractés par des criminels de droit commun qui profitent ainsi de l'occasion pour échapper à la justice de leur pays.

Le code de la famille contient pourtant un paragraphe stipulant que tout officier public peut refuser l'autorisation d'un mariage entre une femme Allemande et un citoyen étranger, s'il estime que le dit mariage n'est destiné qu'à permettre au conjoint de conserver son autorisation de séjour.

A.F.P.



Ville neuve de Grenoble : d'un fait divers ... une autre version

« Vous n'avez pas entendu l'histoire de la bagarre entre deux groupes de jeunes filles dont un appelé « du Maghreb » par facilité... Nous avons voulu justement écouter et faire écouter la version « celle du groupe de filles du Maghreb » qu'on a voulu ignorer.

Trois soeurs Algériennes se sont disputées avec un groupe de filles (punks). L'une des soeurs a eu la lèvre fendue et l'autre un cocard. Elles ont appelé leurs soeurs et leurs copines.

Entre temps le groupe de filles punks s'est barricadé et défendu par des agents surveillants d'un grand magasin (carrefour).

Malika une des filles devant le refus que lui opposèrent ces derniers à s'expliquer avec l'autre

groupe avertit la police pour porter plainte.

Un premier fourgon de policiers arriva, ceux-ci n'écouterent même pas les victimes et allèrent sortir le groupe de punks. Devant ce refus le ton monta, un autre fourgon arriva et ce fut... les bombes lacrymogènes, un gardien de paix reçut un coup de couteau dans le mollet... Emmenées, les six filles qui n'étaient pas toutes d'origine Maghrébine... furent disant-elles, frappées, insultées... et gardées à vue pendant toute la nuit.

Alors que l'une des filles punk fut relâchée tout de suite... On est pas allé de main morte, d'après toujours leurs dires, sur les insultes, les menaces telles qu'en direction d'une des jeunes filles « on va te retrouver à Lille

d'amour » car à cet endroit on a « retrouvé » le corps... d'un jeune Maghrébin, ou de proverbes tels que « frappe ta femme même si tu ne sais pas pourquoi elle, elle le sait » ou quand Malika demanda à connaître le nom d'un inspecteur, celui-ci lui répondit tout simplement « Dupont la jote ».

Malika a été inculpée pour coup de couteau... dont elle nie avoir été l'auteur...

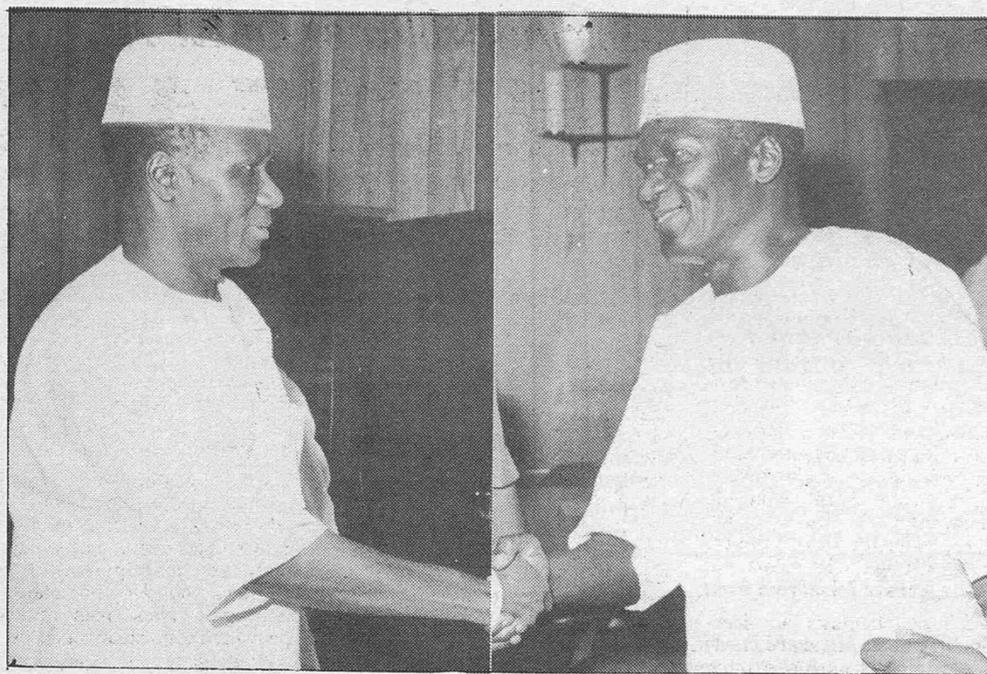
Comme quoi tout cela nous montre que dans la police beaucoup n'ont pas changé de moeurs...

Le Dauphiné (libéré) continue à relater les faits d'une façon « objective » puisqu'il s'est contenté d'une seule version, celle du groupe de punks, affaire à suivre...

Haroun
Correspondance de Grenoble

En 1958, l'échéance coloniale sonne pour la plupart des territoires français d'outre-mer. La V^e République sentant le vent tourner, organise un référendum pour mettre sur pied une communauté Franco-Africaine aménageant ainsi un espace politique qui préserverait les intérêts essentiels.

Le non retentissant de la Guinée à De Gaulle est comme un défi historique à la mesure du formidable bouleversement qui s'empare de l'Afrique.



VINGT-QUATRE ANS DE SOLITUDE ET DE MALENTENDUS

1946 : La guerre est achevée depuis un an en Europe. Le visage du monde a terriblement changé. Les puissances traditionnelles, Angleterre, France, se sont considérablement affaiblies. Deux nouveaux géants se sont hissés sur la scène mondiale : Les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS. Malgré l'idéologie militariste que véhiculait sa caste politico-militaire et son alliance compromettante avec l'Axe, le Japon a tenu en haleine pendant cinq ans toute l'Asie.

La révolte gagne les peuples de la Cochinchine. En Afrique, le sentiment du sang versé pour la France pendant la 2^{ème} guerre mondiale, le discours du Général de Gaulle à Brazzaville en 1944 ont suscité d'immenses espoirs, tant au niveau des populations que des élites « indigènes ». Pour la première fois, les territoires africains de la France envoient des députés les représenter à l'Assemblée Nationale française.

La Guinée, 245.742 Km², territoire aux ressources minières immenses, une agriculture florissante, un pays attachant, où cohabitent Malinkés, Soussous, Peuls. Territoire français depuis 1895. Elle envoie en 1946 la représenter à Paris, Yacine Diallo, homme tranquille et intègre. Sur le terrain, un jeune syndicaliste : Sékou Touré, employé au service comptable des PTT et qui a fondé le premier syndicat Guinéen, celui des PTT, fait parler de lui. Etonnant personnage ce Sékou Touré ! Tribun hors pair, il sait galvaniser les foules, avec cela, un nationalisme ombrageux, une éloquence passionnée et grandiloquente, un patriotisme sincère et courageux, mais aussi un fichu caractère, une vraie « tête de mule » comme sait l'être un Malinké. Il est né vingt quatre ans plus tôt à Faranah fils d'un boucher et descend dit-on, par sa mère, de l'Almay Samory Touré, célèbre par ses faits d'armes et l'une des plus hautes figures de la résistance africaine à la pénétration française au 19^e siècle. En tout cas, notre jeune syndicaliste devient l'idole

des foules guinéennes. Des instituteurs communistes l'ont initié au marxisme ; il assiste en 1946 au Congrès de la CGT à Paris et en revient avec en tête bien des idées. Il assiste à Bamako, sur invitation de Houphouët, à la fondation du RDA (Rassemblement Démocratique Africain), pépinière des future élites de l'Afrique indépendante.

Sékou Touré devient en 1950, Secrétaire Général de l'UGTAN, c'est-à-dire de la CGT pour toute l'Afrique Occidentale Française. L'administration coloniale l'accuse d'être un agent communiste, et le licencie.

En 1951, le PDG (Parti Démocratique de Guinée) section territoriale du RDA est créée et Sékou en devient le Secrétaire Général. Les tracasseries de l'administration coloniale se poursuivent. Il est envoyé en prison en

chefs de cantons au suffrage universel.

L'hostilité des chefs coutumiers à l'égard de Sékou Touré monte. Les élections de mars 1957 donnent le RDA grand vainqueur ; à cette occasion, Sékou Touré déclare : « La Guinée est fière d'appartenir à la communauté franco-africaine. La France peut compter sur la Guinée ».

L'image du leader guinéen grandit et il apparaît comme l'homme fort du pays.

1958 De Gaulle faisant la tournée des capitales, pour discuter ou plutôt faire accepter le projet de constitution qui sera approuvé par les populations de la métropole et d'outre-mer, arrive à Conakry. Sékou Touré a mobilisé les militants du PDG qui ont pendant des mois fait un habile travail de propagande auprès des populations. Il a bien la

et répondit : « Il n'y a pas de politique qui ne prenne pour base à la fois les sentiments et les réalités. On a parlé ici d'indépendance, je dis ici plus haut qu'ailleurs, que l'indépendance est à la disposition de la Guinée. Elle peut la prendre le 28 septembre en disant non à la proposition qui lui est faite et dans ce cas, je garantis que la métropole n'y fera pas obstacle. Elle en tirera bien sûr les conséquences mais d'obstacles elle n'en fera pas et votre territoire pourra comme il le voudra et dans les conditions qu'il voudra ».

Les élections donnent 1.200.000 ou contre 57.000 non. La rupture avec la France est consommée.

Dès le lendemain, la France invite ses cadres techniques et administratifs à quitter le territoire guinéen dans un délai de 48 heures. Un sabotage systématique de l'économie s'organise. Les dossiers sont détruits et la jeune république indépendante débute mal. Elle est reconnue immédiatement par le Ghana, le Libéria, les Pays de l'Est, les USA et la Grande-Bretagne. La France s'abstient, malgré les appels de Sékou à De Gaulle qui restent sans réponse. Dans l'enthousiasme de l'indépendance, l'appel au travail collectif constitue un palliatif au manque de crédits. Les premières aides viendront du Ghana et des pays de l'Est.

Sékou élimine les sociétés commerciales, le crédit est nationalisé ainsi que les assurances. La Guinée se dote d'une monnaie nationale, le Sily.

La riposte de la France ne se fait pas attendre et se traduit par une chute brutale des échanges commerciaux entre la Guinée et la Zon Franc.

Un accord franco-guinéen très limité interviendra en janvier 1959 sur la monnaie, le personnel et l'échange de représentants. Mais tout accord financier est ajourné. La Guinée s'est engagée dans une indépendance totale dont le cours paraît désormais irréversible.

Macodou N'Diaye
(La suite la semaine prochaine)

Syndicaliste, tribun et nationaliste

1953 pour deux mois et quinze jours. Sékou, sûrement et d'une manière efficace, paufine l'organisation du Parti qui prend une coloration populiste. Sékou Touré est élu maire de Conakry.

Le PDG s'implante surtout en pays Malinké et Soussou. Sékou se heurte à la chefferie traditionnelle peule du Fouta Djallon qu'il accuse d'être de connivence avec l'administration coloniale. Les chefs traditionnels encouragent la création du Bloc Africain de Guinée dont le député est Barry Diawadou.

La Fédération locale de la SFIO se transforme en Parti autonome sous le nom de Démocratie Socialiste en Guinée avec pour leader, Barry Ibrahima, dit Barry III.

En 1956, c'est la loi cadre, votée sous l'impulsion de Gaston Defferre, et qui donne une certaine autonomie aux territoires d'outre-mer.

Sékou Touré est élu député et fait voter à l'Assemblée Territoriale, un texte portant sur l'élection des

situation en main et espère en tirer parti.

Que propose le Général ? : voter oui ou non. Sékou Touré penche plutôt vers le non alors que Senghor et Houphouët en vieux routiers de la politique coloniale française n'osent affronter De Gaulle et maintiennent leur consigne de voter oui. « Ceux qui voteront non selon le mot cocasse de Senghor seront rejetés dans les ténèbres extérieures ».

Pour Sékou il ne s'agit que de traduire dans les faits, les conséquences de la loi cadre de 1956. Il est d'autre part, pour le maintien du système fédéral en AOF, car les Etats balkanisés signifieraient l'asphyxie économique à court terme, et il ne pense franchement pas rompre avec la France.

Que s'est-il passé à Conakry ? Mauvaise humeur du Général ? Incompréhension entre deux hommes orgueilleux ?

Au discours enflammé de Sékou Touré follement acclamé par ses partisans, De Gaulle se leva, agacé

Le Conseil National Provisoire de Défense (CNPD) au pouvoir depuis le second « Putsch » de J.J. Rawlings annonce la Création d'un comité de contrôle des citoyens chargé de vérifier les ressources des nationaux ayant un train de vie au-dessus de leurs moyens.

Les Ghanéens « au parfum » sont invités à « informer » le dit comité ! Cette mesure qui intervient après le blocage des comptes bancaires de l'establishment de l'ancien régime vise à récupérer des fonds souvent acquis par le marché noir des devises (le Cédi, monnaie nationale coule à pic), les exportations illicites de cacao vers des pays voisins, sans compter les détournements de fonds habituels, fléau bien connu sur le continent. Du mécontentement en perspective

Kenya : Sorcier de service

Orunga James Awimo, candidat heureux aux municipales à Nairobi, s'est vu invalidé. La justice l'accuse d'avoir utilisé les services d'un sorcier, lequel aurait répandu une poudre autour des bureaux de vote avec la menace de « malédiction » pour ceux qui voteraient « mal ». Les africains de l'Est ne badinent pas avec la sorcellerie, ils y croient ferme et leur jurisprudence en interdit la pratique. Pour éviter des lynchages et autres représailles survenus ici comme en Tanzanie voisine. Awimo devra payer les frais du procès et bien sûr, renoncer à son poste. La vie politique africaine dans ces contrées serait une denrée de choix pour les ethnologues et anthropologues en mal de sujet de recherche !

Grèce : Le racisme en question

Dimitri Beis, maire socialiste d'Athènes recevait le 4 et le 5 janvier le 2ème symposium sur le racisme consacré à l'Apartheid en république sud-africaine et en Namibie ainsi qu'au sionisme en Palestine occupée. Initiative de l'Organisation Internationale pour l'Elimination de toutes les formes de discrimination raciale, cette réunion a été l'occasion pour un rabbin américain anti-sioniste, Elmer Berger de parler du sionisme « dans la loi et la pratique » comme une forme de racisme israélien, tandis que Zacharia Abou Yhia (O.L.P, département Europe) exposait « le racisme israélien » en zone occupée.

Enfin, Alfred Moleah, un prof sud-africain noir abordait la question du sionisme et de l'Apartheid. Israël et la R.S.A. alliés du « grand Satan » U.S., ont de vieilles « convergences » dans cette matière comme dans bien d'autres. Ces deux pays considèrent aussi que la plupart des organisations internationales sont « partiales » et ennemies de leurs « intérêts ».

Apartheid et choléra

Une épidémie de choléra s'est répandue dans le Natal autour du port de Durban. Sept cas ont été décelés dans... la prison de Prétoria et des vibrions dans les systèmes d'égoûts de Johannesburg. Selon la autorités de la R.S.A. - qui s'y connaissent en « hygiène » - ce seraient les conditions sanitaires du Mozambique d'après les colons portugais dont 50 000 ressortissants travaillaient dans les mines qui seraient les transporteurs de maladie. L'eau des « Kreal » (habitants dans les réserves) serait mortelle. La majorité des malades et des victimes sont noirs.

Bourges, vue par...

Clément, instituteur et Jean Pierre des « Arts déco » travaillent ensemble à un projet de film qui serait la mémoire des enfants et des familles de l'immigration à Bourges.

Aziza et les autres parlent. Clément et Jean Pierre les écoutent, photographient, filment pour garder toute trace d'une histoire, d'une enfance, du village là-bas, de la cité ici. Clément et J. Pierre ont réalisé ces deux pages (photos et textes) pour S.F. qui les publie telles quelles.

AZIZA : « J'ai une photo de chez mon grand-père. Il y a une porte verte. C'est petit il y a des pierres par terre. Il y a des murs. Je trouve que la vie, là-bas, c'est bien. Là-bas, je m'amuserais avec mes cousins et mes cmousines. Je ferais berger, un peu. Je garderais les moutons à la place de mon grand-père. J'irais acheter des choses. Vous savez en Algérie, on achète du Coca-Cola, il est chaud ! J'achèterais à boire. En haut des magasins ça ne serait pas écrit, ça serait écrit en arabe. J'achèterais des cigarettes à mon grand-père, du tabac et une pipe, quelque chose comme ça. Je serai contente de le revoir. Je saurai pas quoi faire. On irait se promener.

La mer, où en se lave les pieds, tout. On nagerait, on s'amuserait, après on irait voir mon oncle. mon oncle, il est berger, il se réveille à six heures. J'ai beaucoup de cousins en Algérie ».

Leïla : « Ici, je dirais plutôt que je m'amuse bien. Mais des fois, je m'ennuie.

Aziza : Moi, j'aime mieux là-haut

qu'ici. J'sais pas moi, il y a du soleil, mon grand-père, il y a tout le monde.

Leïla : On voit toute notre famille, c'est ça qui nous plaît, on peut se ballader.

Aziza : Ici, il fait froid.

Aziza : Ma mère me dit : « va faire les courses », du lait et puis tout ça. J'y vais.

Je pars à neuf heures, je rencontre Leïla et je reviens vers dix heures et demi. On s'amuse, on monte dans les bancs. On achète pour cinq francs de bonbons. On achète des affaires. Des fois, je la rencontre avec sa mère, on ne peut pas s'amuser. Quand je vais à Major, je rencontre des gamins, ils cherchent la bagarre. Ils sont toujours à côté de la pharmacie. Quand je vais acheter le lait de mon neveu, eux ils viennent, ils m'embêtent. Ils disent des gros mots et moi je me défend.

Mes frères aussi. J'aime pas qu'on traite mes frères. Je ne vais pas les laisser, et puis quoi encore. Moi, je me défends toute seule. Quand je vais à la pharmacie, un jour, ils me disent : « donne moi tes sous ! » je dis : « Et quoi encore, une pension aussi ! ».



Leïla : Moi, je voudrais voyager. Aller en Algérie, partout, quoi. Je voudrais rester beaucoup en Tunisie. Trois mois en Algérie, trois mois en Tunisie. J'aimerais bien voyager pour connaître un peu le pays. Je m'imaginerais d'aller au Brésil. Je m'imaginerais qu'il y a des maisons comme nous. Puis après on irait là-haut, et ce ne serait peut-être pas pareil. La campagne et tout.

Aziza : Moi, ce ne serait pas comme ça, ce serait pour les soigner. Je voudrais les soigner. Les Algériens, les soignent les Tunisiens et puis tout ça, ceux qui habitent au Maroc. Je voudrais les soigner. Des fois, il y en a qui sont malades. Gravement. Ma soeur m'a dit que des fois quand elle était petite, elle avait des maladies et ma mère devait aller beaucoup plus loin pour la soigner.

Leïla : Il y avait des docteurs, mais ça manquait les médicaments. Il fallait aller les chercher très, très loin. On partait le matin et on revenait peut-être le lendemain. Et puis les gens souffraient. Ils souffraient beaucoup et après ils sont morts.

Aziza : Maintenant quand il manque des médicaments, ils doivent les envoyer des pays où il y en a. J'aiderai pas que les marocains et tout ça, j'aiderai les noirs. En Algérie, ils ont de grandes robes blanches.

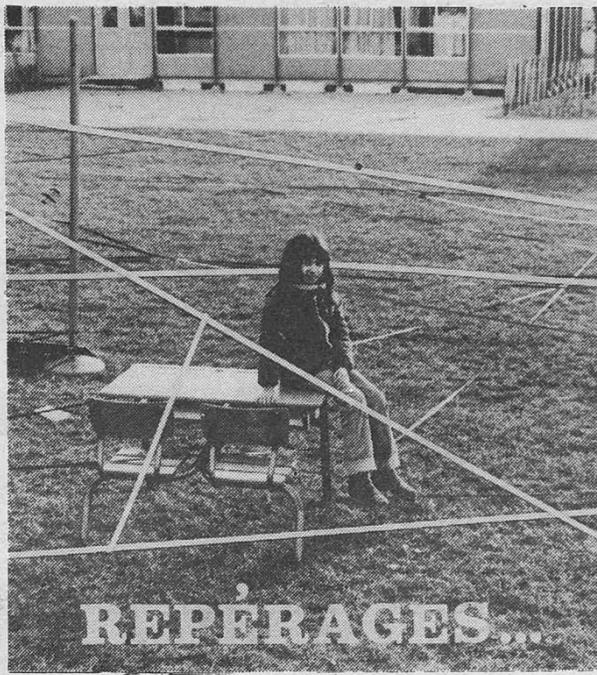
Leïla : Avec un grand foulard.

Aziza : Des fois, ils ont un truc pour cacher la tête. On voit que les yeux. Moi, je me verrai comme eux. Moi, plus tard je me vois plutôt en Algérie.

Leïla : Moi aussi. Mais, j'irai partout. Au Brésil. Plutôt où il fait beau.

Aziza : Des dames disent ce qui arrive plus tard. Moi, j'avais une grave maladie. La voyante a dit « Tu va en Algérie, tu traverses une mer et puis tu es guérie ».





REPÉRAGES...

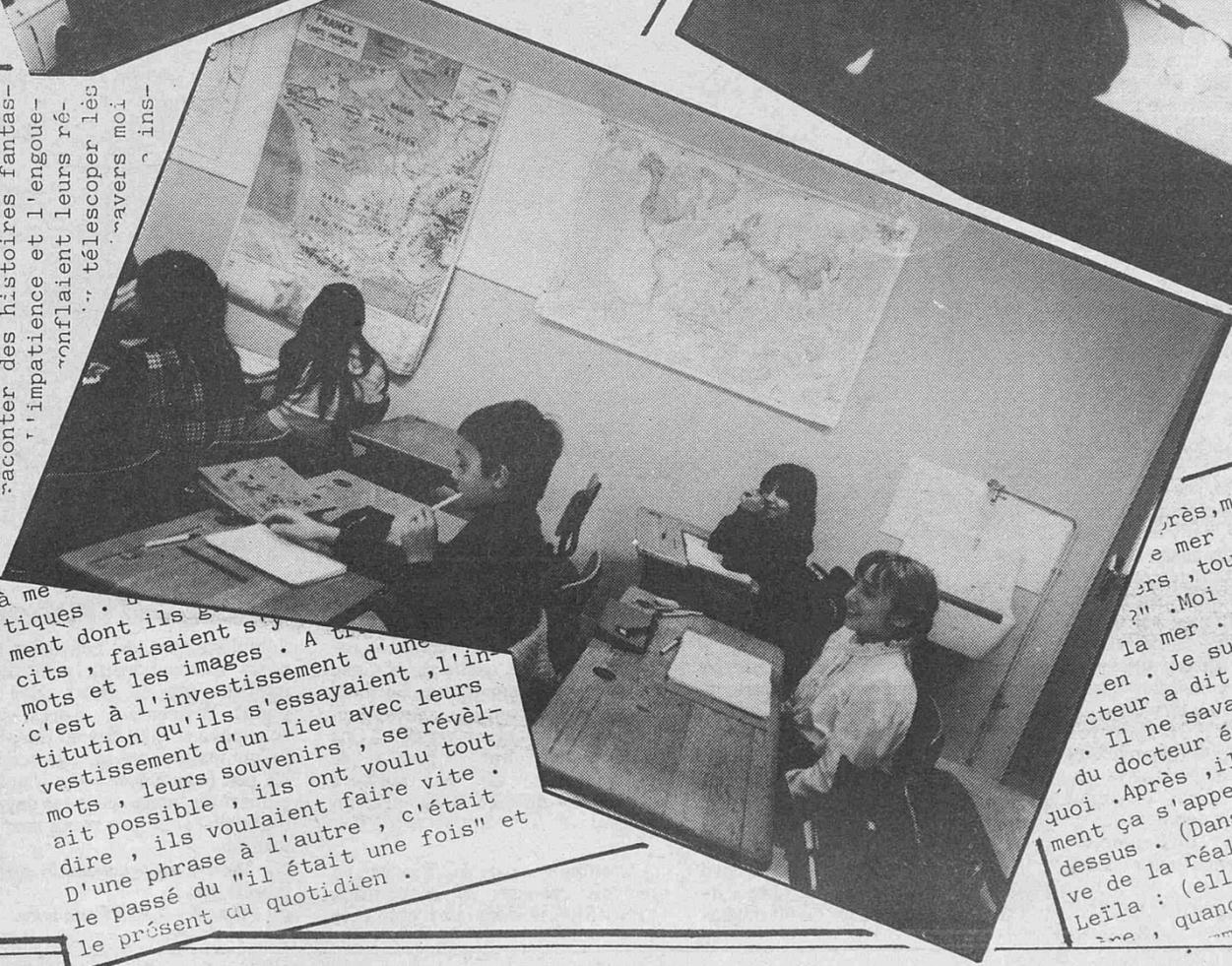
L'ivresse du récit montait en spirale . . .
un cocktail d'irréel et de réel . . .
la confusion car elle est furieuse
après , le flot des paroles
ne : une fois le +
de s'inventer
entier



... leur famille , le village de là-haut , la mer , les
tôt vos enfants . . .
Leïla : "Pendant les grandes vacances , on va rester un mois en
Algérie , puis un mois en Tunisie . J'ai déjà vu une carte postale
le d'Algérie . Avant que je vois cette carte postale , je demandais
dais s'il y avait des routes comme en France , s'il y avait des
grands bâtiments . Et puis la soeur de ma mère lui a envoyé une
carte , imaginé c'est à peu près pareil . C'était comme j'avais
de ville , j'ai vu comme ça se passait et

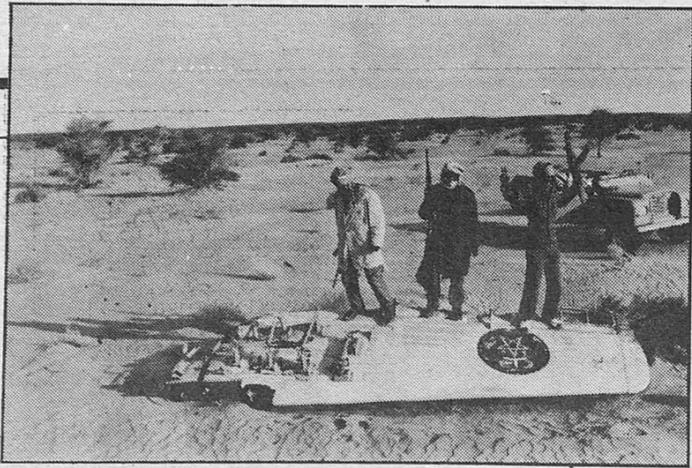


Sans doute pour déjouer la monotomie de la classe , ils se sont mis à raconter des histoires fantasmagoriques et l'engouement infla leurs récits à l'extrême .
à me . . .
ins-



après , moi je suis a
e mer , j'ai été voir
rs , tout . Un homme a dit
? " . Moi , j'avais un bateau .
la mer . Le lendemain matin , j
-en . Je suis retournée en France .
cteur a dit : "Où ça s'est guéri?". Moi , j'ai dit : "j'
du docteur était aussi une voyante . C'était des alg
ment ça s'appelle . Un petit papier avec des choses écrit
dessus . (Dans cette histoire , Aziza ne peut partager
ve de la réalité .)
Leïla : (elle prend une voix plus grave , telle que celle
quand elle lui raconte des fables) C'est vrai
me ça . Ma mère aussi m'en a raconté . Elle
me ça . Ma mère aussi m'en a raconté . Elle
nd tu vois une dame qui te dit : " S
l'heurs , tu traverses une

ment dont ils B
cits , faisaient s
mots et les images . A tr
c'est à l'investissement d'une
titution qu'ils s'essayaient , l'in
vestissement d'un lieu avec leurs
mots , leurs souvenirs , se révéla
ait possible , ils ont voulu tout
dire , ils voulaient faire vite .
D'une phrase à l'autre , c'était
le passé du "il était une fois" et
le présent au quotidien .



Le Sahara Occidental

L'OUA S'EN MÉLE, LES NEGOCIATIONS PIÉTINENT

Bientôt sept ans que les espagnols ont quitté leur ancienne colonie au Sahara Occidental. Une année après éclatait la guerre, conséquence d'une décolonisation ratée.

Le royaume chérifien du Maroc revendique une souveraineté que lui conteste le Polisario, lequel a créé en 1975 la République Arabe Sahraoui Démocratique. La représentation de la R.A.S.D. auprès des nations africaines demeure incomplète et le Front Polisario n'est toujours pas reconnu par le Maroc. Le « mini-sommet » de l'OUA qui s'est tenu à Nairobi au Kenya du 7 au 8 février devait résoudre la question de l'identité des parties en conflit (désignation du Polisario comme interlocuteur) et discuter avec l'accord de Hassan II des modalités de cessez-le-feu et du référendum tranchant sur l'autodétermination.

Durant le week-end qui précède cette rencontre, les ministres des affaires étrangères des 7 pays membres du « comité de mise en oeuvre » institué en juin 81 par l'OUA, se sont réunis pour préparer les cadres politiques dans lesquels les discussions devaient avoir lieu. Sans prendre trop d'initiatives hâtives quant à la décision finale, Peter ONU, secrétaire adjoint de l'OUA déclarait - au nom des ministres en réunion « informelle » - en conférence de presse que « tout le monde sait qui se bat au Sahara Occidental, le sommet doit appeler un chat, un chat ». Il estimait en conséquence que « le temps était venu de nommer les parties concernées au Sahara Occidental ».

Les ministres ont produit trois documents résumant leurs travaux. Le 1er traite des conditions de cessez-le-feu et présente des « recommandations » à présenter aux parties concernées d'après les avis des invités au sommet. Sont présents le Kenya avec Arap Moi, actuel président de l'organisation, Shéhu Shagari pour le Nigéria, le vice-président du Soudan Omari Mohammed, Nyérére pour la Tanzanie, Sékou Touré de la Guinée, et les deux ministres des affaires étrangères du Mali et de la Sierra Leone. Différentes « thèses », dont deux essentiellement, s'opposaient à Nairobi. Le point de vue marocain maintient la non-reconnaissance du Polisario qu'il considère être « un groupe de mercenaires » payé par l'Algérie et la Lybie et préfère discuter directement avec ces deux pays.

Mohammed Abdelaziz, secrétaire du Front Polisario répondait à cette accusation en réitérant la

volonté de son organisation de négocier directement avec le Maroc, rejetait la responsabilité d'un échec sur son adversaire, et appelait l'OUA à prendre position contre le Maroc dans cette hypothèse. Les chefs d'états et les ministres représentant les présidents absents qui constituent le comité, se sont prononcés pour la représentation du Polisario comme « partie intéressée au conflit ».

Le dépit prévisible du Maroc devant la décision de l'OUA fait craindre un échec du sommet et repousse une fois encore les perspectives d'un cessez-le-feu et du référendum prévu. A ce sujet, il existe aussi une divergence d'interprétation sur l'électorat Sahraoui appelé à voter éventuellement pour ou contre l'intégration du Sahara Occidental au Maroc. Les réfugiés installés en Algérie dans le sud devraient participer au scrutin, mais l'enjeu des élections en font des suspects aux yeux du gouvernement marocain. Le Polisario avance le chiffre de 150.000 tandis que le Maroc estime qu'ils sont à peine une dizaine de mille, le reste étant des gens qui auraient fui la sécheresse frappant l'ensemble des pays de la région, y compris dans le sud sahélien.

L'Algérie présentée par son président Chadli Bendjedid, la Mauritanie de Haidallah qui a signé la paix avec le Polisario, sont accusés d'accueillir les troupes Sahraoui qui partiraient de leurs territoires pour lancer des attaques contre le Maroc. L'AFP a communiqué une information affirmant la visite du Polisario au président Lybien Kadhafi, connu par ailleurs pour son soutien à la R.A.S.D.

Si les négociations devaient échouer comme on le craint, la guerre reprendrait certainement. Pour Hassan II de passage à Paris il y a une semaine, il n'y aurait plus d'autres actes politiques à faire des lors qu'il a accepté l'idée même du référendum à l'OUA, ce qui lui avait valu des critiques acerbes de l'opposition USFP. L'importance économique du « Sahara utile », le coût de la guerre et ses conséquences en politique intérieure expliquent l'intransigeance marocaine et l'appui demandé aux USA, la RSAD y gagne une reconnaissance et le Maroc en toute logique refuse cette décision.

L'OUA pourra difficilement trouver un compromis satisfaisant les deux parties.

Rhaine N'DJEHOYA

France-Algérie:

LES NOCES DE GAZ

Le contrat sur le gaz signé entre la France et l'Algérie n'a été conclu que grâce à l'arrivée au pouvoir de M. F. Mitterrand. Car, tous les commentateurs sont d'accord sur ce fait, il est l'aboutissement, bien plus qu'une volonté politique que celui d'une logique commerciale.

« L'accord franco-algérien n'est pas un simple accord commercial, mais un accord fondamental de co-développement », a déclaré à son sujet M.C. Cheysson, le ministre français des relations extérieures.

Rappelons brièvement ce qu'on sait pour l'instant des modalités pratiques de ce contrat (signé le 3 février dernier).

L'Algérie s'engage à livrer, à partir de 1983, 9,15 milliards de m³ de gaz par an à la France, à un prix qui n'a pas, pour l'instant, été divulgué, mais qu'on estime supérieur aux cours mondiaux actuels : 5 dollars F.O.B. (soit dans les ports algériens), c'est-à-dire environ 6 dollars/million de B.T.U. (1) après la regazéification en France.

de dinars (2) en 1981 à environ 80 milliards en 1982. L'Algérie va pouvoir ainsi accélérer l'amélioration de sa situation financière sur le plan international (le gouvernement algérien espère rembourser toute sa dette extérieure d'ici 1984).

Par ailleurs, les conditions avantageuses obtenues de la France, placent l'Algérie dans une position de force vis-à-vis des partenaires avec lesquels elle va négocier ses prochains contrats (notamment l'Italie, en avril 1982). Elle ne manquera pas alors d'in-

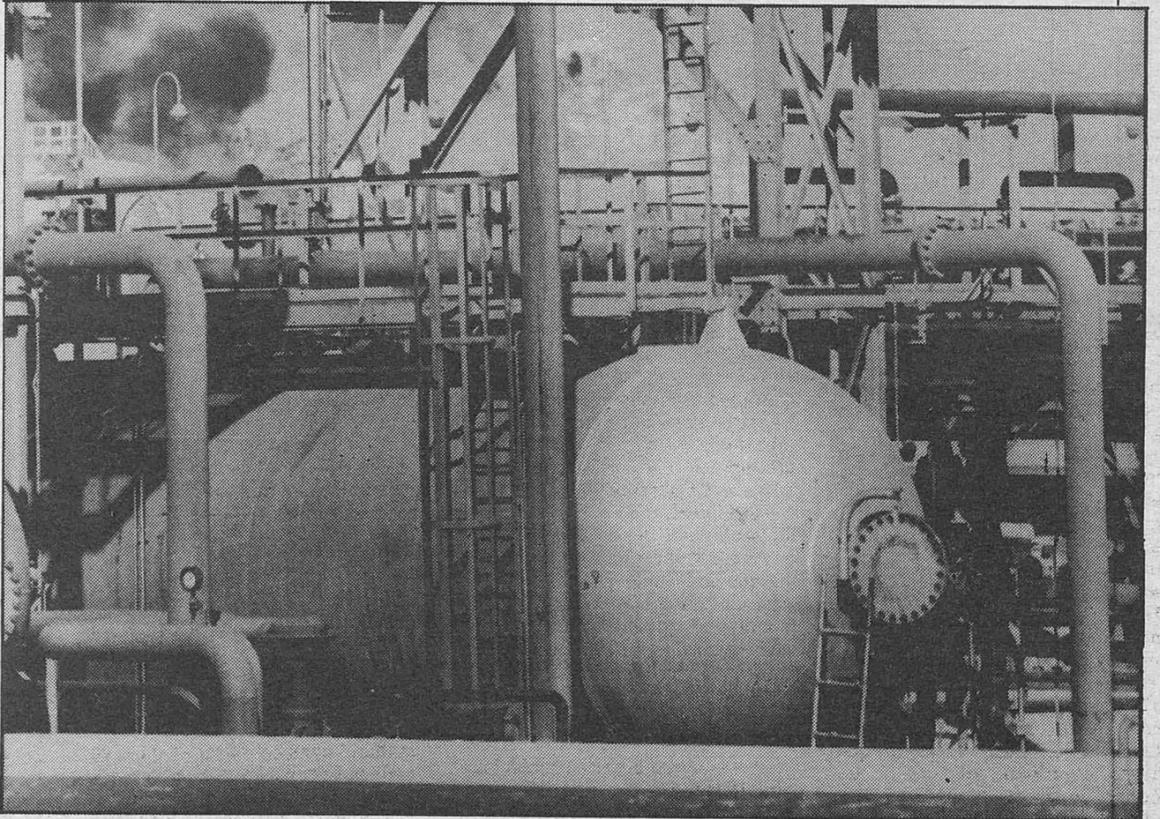
voquer les modalités du contrat franco-algérien.

Pour la France, avantages et inconvénients s'équilibrent, à court

depuis longtemps un partenaire privilégié. Dans un premier temps, il est prévu une enveloppe globale de 10 à 12,5 milliards de francs de commandes faites par l'Algérie à des entreprises françaises. Depuis l'accord, certains contrats ont déjà été signés : notamment, une usine de verre plat par Technip-Saint Gobain (350 millions de francs), et le contrat signé entre la RATP et SOFRETU pour la construction de la première ligne de métro à Alger (150 millions de francs).

Mais le côté politique de l'accord a primé sur les avantages ou inconvénients économiques, diversification des approvisionnements, plan énergétique de Mauroy). Mr F. Mitterrand a déclaré depuis son accession au pouvoir qu'il fallait changer les rapports Nord-Sud, et ce contrat est un premier pas concret (qui sera, nous l'espérons suivi de nombreux autres) vers ce nouvel ordre économique mondial qu'il prône (il ne faut oublier non plus que l'Algérie est une pièce importante dans le rôle international que veut jouer la France). Il n'est donc que cohérent avec lui-même en signant cet accord.

Quant à ceux qui clament que ce type d'accord va coûter de l'argent à la France, ils ont parfaitement raison, bien sûr. Et, alors ? ils oublient simplement que



A titre de comparaison, les 8 milliards de m³ par an que les Soviétiques livreront au titre du contrat signé en janvier cotteraient aux alentours de 4,65 dollars de million de B.T.U.

Pour l'Algérie, ce contrat représentait un gros enjeu. D'abord, par les rentrées de devises qu'il implique : selon « El Moudjahid », grâce à l'accord signé, les ressources pétrolières de l'Algérie vont passer de 60 milliard

de dinars à 100 milliards. Inconvénients, car elle payera une partie de son gaz plus cher que sur le marché mondial (c'est l'Etat qui subventionnera la différence, en versant à Gaz de France une « prime de valorisation de la matière première » de 13,5 % du prix du gaz).

Avantages, car la France va pouvoir relancer sa coopération avec l'Algérie, dont elle n'était plus

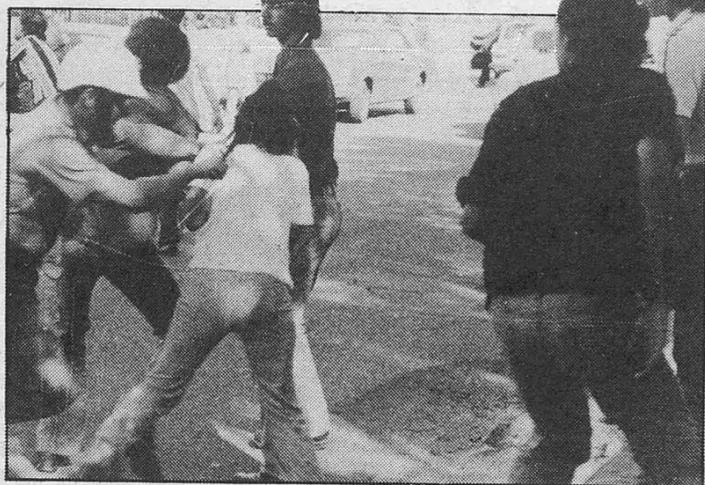
l'établissement de nouveaux rapports internationaux plus justes implique que le Nord paye (ou plutôt rembourse). Après avoir sous-payé ce qu'il tire du Sud, il va falloir maintenant qu'il le surpaye un peu (« surpayer » signifiant, la plupart du temps, pour les pays industrialisés, ne pas maximiser ses profits).

(1) Mesure internationale utilisée pour le gaz.
(2) 1 dinar + 1,28 FF environ.

Puerto Rico

UN PAYS DANS UNE PLANÈTE ?

Certains journalistes français ont tendance à oublier dans leurs analyses de la situation des pays des Caraïbes l'île Puerto Rico (3.5 millions d'habitants dont 2 millions vivant à l'étranger).



Ainsi Pierre Pointeau de l'agence France Presse dans son article *Caraïbes : Enjeu et luttes d'influence*, paru le 29 janvier 1982. Il fait une description des différents problèmes économiques et politiques qui affectent l'ensemble des pays de la région et les différentes stratégies mises en place par les Etats-Unis, le Canada et plusieurs pays du continent américain en vue d'un profit (économique et politique) :

Une sorte de jeu d'échecs dans une région stratégiquement importante pour les USA, compte tenu de sa situation géographique entre les deux Amériques, et le vent de décolonisation qui souffle dans cette région (surtout après 1959), et qui n'est pas tellement favorable aux plans de domination des Etats-Unis. Hélas ! dans sa description de ce jeu d'échecs Pierre Pointeau a oublié une pièce importante, celle principale d'où démarre la stratégie de domination des Caraïbes par les Etats-Unis. Puerto Rico a toujours été un enjeu utilisé par les Etats-Unis afin de préserver leur domination politico-militaire et économique aux Caraïbes. C'est la base stratégique militaire par excellence du PC du Commandement Aérien du continent, où d'importants camps d'entraînement d'officiers d'armées des dictatures de la plupart des pays latino-américains existent. Puerto Rico est aussi une base de pénétration idéologique et économique, non seulement dans les Caraïbes, mais dans le reste du continent américain. Ce n'est pas par hasard si le gouvernement de Monsieur Edward Seaga en Jamaïque a pris comme modèle de développement économique le « modèle portoricain » et que Puerto Rico soit utilisé comme modèle économique par la République Dominicaine. Mais hélas ! que Pierre Pointeau ait oublié de décrire la situation actuelle portoricaine où le modèle de l'*American Way of Life* commence à se détériorer à tel point que beaucoup de pays de la région commencent à douter de son efficacité. Ce modèle commence à crever économiquement et politiquement à cause de la crise économique et du taux de chômage officiellement à 21,4 %, mais en réalité de 30 %, 72 % de la population vit des coupons alimentaires.

700.000 familles manquent de foyer et sont contraintes d'envahir des terrains appartenant, la plupart à des grosses sociétés

nord-américaines ou à des propriétaires locaux spéculateurs. La drogue dont la consommation augmente considérablement menace déjà toute la société, tout comme la vague de criminalité qui l'accompagne.

La destruction quasi totale de l'agriculture entraîne la dépendance alimentaire du pays vis à vis de l'Amérique du Nord ou de Saint Domingue.

Jusqu'à la fin des années 60, Puerto Rico fut le paradis fiscal des monopoles nord-américains : privilège basé sur une politique des bas salaires, exemption d'impôts sur les produits manufacturés sur place et exportés vers les Etats-Unis, contrôle des syndicats locaux de la part des syndicats nord-américain (colonialisme syndical) et de l'émigration forcée de plus de 2 millions des portoricains vers les grandes villes des Etats-Unis.

A partir de 1970, la situation prend un tournant différent, c'est peut-être pour cela que les observateurs que cite Monsieur Pointeau ne mentionnent pas Puerto Rico parmi les « éléments stabilisateurs de la région ». Peut-être que le vent de décolonisation qui souffle aux Caraïbes commence à arriver dans ce petit pays qui jusqu'alors était nommé « La vitrine de la démocratie », le « grand exemple de miracle économique à suivre pour l'Amérique Latine ». Et voilà ! que l'oiseau chéri des Etats-Unis commence à devenir un gros casse-tête et que le peuple portoricain s'interroge du « bien fondé » de la politique nord-américaine et porte son regard vers le continent où vraiment se trouve sa place ; L'Amérique Latine. La victime commence à s'effondrer pour plusieurs raisons :

1) - D'abord la crise économique aux Etats-Unis a de néfastes répercussions sur Puerto Rico.

2) - La réorganisation ou plutôt la décolonisation de son mouvement syndical qui résulte d'une prise de conscience nationale.

3) - La prise de conscience d'un peuple qui cherche son avenir

4) - La croissance de la conscience indépendantiste, bien que faible voit le jour.

Ainsi peuvent s'expliquer les deux dernières prises de position de Carter et Reagan en faveur de l'annexion de Puerto Rico aux Etats-Unis, afin de légaliser leur présence dans la région ; c'est-à-dire l'extension de leurs frontières

naturelles au delà de la mer de Caraïbe avec le motif d'empêcher tout changement dans la région au nom de la « sécurité nationale ». Pour aboutir à leur plan, les Etats-Unis ont mis en route un processus de déstabiliser les régimes progressistes de la région, ainsi le cas de la Jamaïque pendant le gouvernement du Premier Ministre Michael Manley, ou la déstabilisation du gouvernement du Premier Ministre Maurice Bishop en Grenade jusqu'à faire pression sur la République Dominicaine dont le parti au pouvoir soutient l'indépendance de Puerto Rico. Ils essaient toujours de faire pression sur le Mexique et le Venezuela, et ont bien sûr le projet de déstabiliser Cuba et le Nicaragua qui soutiennent inconditionnellement l'indépendance nationale de Puerto Rico.

Une autre démarche est d'attirer l'attention des autres puissances coloniales qui ont des intérêts dans la région telles la France, l'Angleterre et la Hollande. A ce propos, le Département d'Etat a envoyé en tournée d'information en mars 1981 Monsieur Carlos Roméro Barcelo, gouverneur colonial de Puerto Rico (pro-annexion) avec le plan de constituer une « Sainte Alliance », bouclier contre la « poussée soviéto-cubaine » les Caraïbes. (voir article de Dominique d'Hombres dans le Monde 28-3-81). Heureusement le 10 Mai arrive.

Evidemment la situation n'est pas la même que celles des années 60, et les pays Latino-Américains, surtout le Mexique et le Venezuela prennent de plus en plus conscience du danger d'une possible annexion de Puerto Rico aux Etats-Unis et sont prêts à empêcher le projet

Hélas ! on a trouvé la stabilité dans cet ouragan qui s'appelle la Caraïbe - à la Martinique et à la Guadeloupe - quelle coïncidence ! Colonies comme Puerto-Rico, mais avec un parfum différent. C'est toujours les rêves d'anges gardiens là pour éviter la contagion de cette maladie :

Indépendance Nationale. Ah ! Monsieur que c'est bien d'aller du bras de la belle Marianne, comme les portoricains au bras du vieux « Uncle Sam ».

Je crois que Pierre Pointeau a oublié que Puerto Rico se trouve aux Caraïbes, à moins qu'il croit qu'elle se situe dans une planète qui s'appelle Mars...

Ausberto Aponte.

Où vont les pétrodollars ?



Nous avons abordé la question de l'endettement du Tiers-Monde dans nos deux rubriques précédentes (Sant Frontière n° 47 et n° 48). On a pensé à une époque que les excédents financiers fabuleux dégagés par les pays exportateurs de pétrole se déverseraient en partie sur les autres pays du Tiers-Monde, ne serait-ce qu'au nom d'une certaine solidarité.

Cela s'est effectivement produit, mais pas tout à fait comme on l'avait espéré.

On estime que les excédents cumulés, tirés du pétrole par les pays de l'OPEP, ont atteint 400 milliards de dollars en 1981 (pour l'année 1981, on estime, selon les sources, ces excédents à un chiffre compris entre 40 et 70 milliards de dollars).

Ces chiffres illustrent la place qu'ont pris les pays exportateurs de pétrole sur le marché financier international, place qu'ils garderont pendant longtemps encore, même si on tient compte du fait que le poids du pétrole est destiné à baisser dans la balance énergétique mondiale.

C'est précisément cette perspective de « L'après-pétrole » qui guide les pays de l'OPEP dans l'utilisation de leurs excédents financiers. Ceux-ci doivent permettre aux économies des pays concernés de suivre au déclin du pétrole, d'où la recherche de placements et surtout d'investissements productifs, seuls capables de protéger à long terme leurs avoirs financiers. Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner que les pétro-dollars aillent plus volontiers vers les pays industrialisés que vers les pays en développement.

Alors que le Département du Trésor Américain estimait en 1981 que les investissements détenus par les pays de l'OPEP aux Etats-Unis s'élevaient à 62 milliards de dollars, le directeur de la revue « *Mideast Report* » (spécialisée dans les affaires arabes) soutenait que ceux-ci atteignaient en fait près de 200 milliards de dollars (environ 100 milliards pour l'Arabie Saoudite, 55 pour le Koweït et de 40 à 45 pour les Emirats).

Mais les Etats-Unis ont quelque peu perdu leur caractère de zone privilégiée d'investissements (encore que la politique suivie par M.R. Reagan ait tendance à attirer de nouveau les capitaux arabes). Les grands bénéficiaires de ce

déplacement des pétrodollars se trouvent en Asie. Au premier rang vient le Japon : depuis le mois d'avril 1980, la banque centrale saoudienne a acheté en moyenne pour 200 millions de dollars par mois de bons d'état japonais. Mais on parle aussi de plus en plus de Singapour, de Hong-Kong, et de Malaysia. L'Amérique Latine et l'Australie reçoivent aussi une part croissante des investissements de l'OPEP, dont les capitaux commencent à s'éloigner de l'Europe.

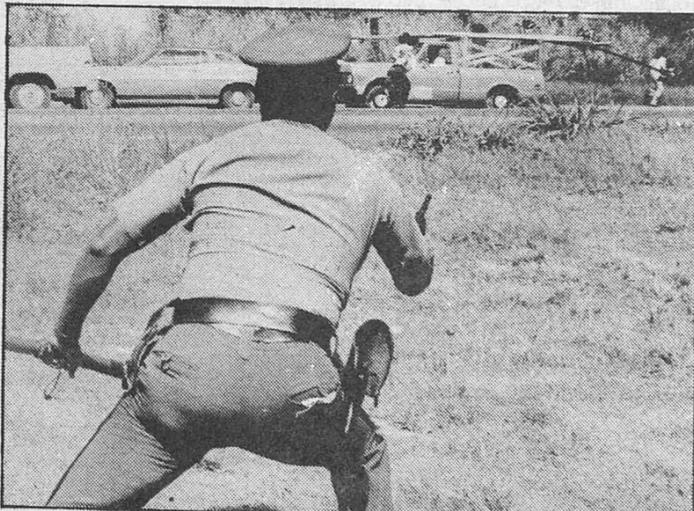
Outre la répartition géographique des investissements, c'est aussi la nature des investissements des pétrodollars qui a changé. Depuis 1979, on constate en effet, selon la Banque d'Angleterre, que les placements à court terme ont perdu du terrain au profit des investissements à long terme, qui ont doublé pour atteindre en 1980 un peu plus de la moitié des capitaux placés. Aujourd'hui, les pétrodollars sont plutôt convertis en actions japonaises ou américaines qu'en lingots d'or.

Et le reste du Tiers-Monde dans tout cela ? Il est indéniable qu'en 1981, l'OPEP a participé, par l'intermédiaire des banques arabes, de plus en plus activement aux flux de financement destinés aux pays en voie de développement : par l'augmentation de leur quote-part au Fonds Monétaire International, et par la participation des institutions financières arabes aux euro-crédits en faveur des pays en voie de développement. Mais le problème est que ces opérations se font sur le marché libre des capitaux, à une période où la montée des taux d'intérêts rend encore plus lourde la dette des pays emprunteurs.

Pendant ce temps, le pourcentage de l'OPEP dans l'Aide publique au développement stagne aux environs de 8 % contre 2 % pour le COMECON et 28 % pour l'OCDE. Or, il semble que (à l'exception de certains pays arabes) la tendance ne soit pas à l'investissement direct dans les pays en développement.

Les pays de l'OPEP, si on en croit le vice-directeur de la banque centrale saoudienne, ont l'intention de continuer d'investir dans les pays industrialisés d'une part, et dans les pays en développement uniquement par l'intermédiaire des institutions internationales d'autre part.

Antitrust



La Pologne en Turquie

Ankara, les chiffres valent, plus de 40.000 procès, 80.000 détenus, 1 500 morts dans des conditions douteuses d'après le témoignage de nombreuses personnes dont Bulent Ecevit récemment libéré après une détention particulièrement pénible.

Le Conseil de l'Europe condamne publiquement les lois martiales et la pratique de la torture en vigueur en Turquie depuis le coup d'état du 12 octobre 1981. La Junte au pouvoir quand à elle nie jusqu'à l'existence de prisonniers politiques - cependant le général Kénan Evran, chef d'Etat et chef d'état major général, élargit les lois martiales concernant le droit de réunion déjà fortement limité et impose une censure sur toutes les informations en provenance de l'étranger, ainsi « toutes calomnies et mensonges seront bannies ».

Pour éviter des surprises les délégations étrangères invitées à des réunions ou colloques seront filtrées, voir interdites.

« Le comportement de certains amis européens ont forcé les limites de ma patience » avertit le général. Cette colère pourrait faire sourire, si elle ne mettait pas en jeu la vie de milliers de vies humaines. Les avocats qui jusqu'ici essayaient de jongler avec les lois du gouvernement militaire, n'auront pratiquement plus aucune marge de manoeuvre, si étroite fut elle.

Lors du procès des 52 syndicalistes de la centrale Disk, le bâtonnier d'Istanbul, Me Orhan Apaydin a été expulsé du prétoire à cause de sa défense aux syndicalistes. De nombreux avocats de la défense ont été amenés à ne plus assister aux débats.

Ces 52 prisonniers risquent d'être pendus. Fallait-il attendre la condamnation de ce régime par le Conseil Européen pour que des voix s'élèvent. Simone Signoret Haroun Tarzief, Arthur London, Le professeur Monod Théodore Monod, Arthur Kastler etc..., ont lancé un appel en faveur de ces syndicalistes, mais aussi des 2000 autres qui passeront en jugement très bientôt :

« L'opinion française s'est émue à juste titre et continue à s'émouvoir pour la Pologne et Solidarnosc, il est temps que la même opinion publique s'émeuve à propos de la situation des syndicalistes Turcs, car les deux cas sont semblables (...) dans les deux cas, il s'agit d'un mouvement ouvrier ou se mêlent toutes les tendances et qui luttent le plus légalement du monde pour imposer le droit à la démocratie et le droit de grève ».

Le coup d'état est passé presque inaperçu, souhaitons que cet appel soit entendu car il y a « danger de mort » comme en Pologne.

Khadidja Bachiri

ZAIRE : Protestation du P.S.

Le PS Français a vigoureusement réagi à l'enrôlement de force dans l'armée Zaïroise d'étudiants ayant manifesté leur désaccord avec la politique universitaire menée par les autorités. Le communiqué du secrétariat du P.S. parle de « Sérieuse atteinte aux droits de l'homme ». Le P.S. a lancé un appel aux autorités Zaïroises pour que ces « mesures anti-démocratiques soient enlevées ». L'université de Kinshasa et l'institut pédagogique du Zaïre avaient été fermés à la suite d'une manifestation d'étudiants dans la capitale Zaïroise.

Ce n'est pas la première fois que le régime est corrompu en rôle de force dans l'armée des étudiants pour...rééducation civique.

Reagan :

SALVADOR ? SALVA...MAL

Décidément, les va-nu-pieds, les paysans et les « muchachos » du Salvador donnent beaucoup de soucis à l'administration américaine.

Après le tollé déclenché par Washington au début de l'année dernière sur la prétendue intervention « soviético-cubano-nicaraguayenne » dans ce petit pays d'Amérique Centrale qui avait avant tout pour but de justifier l'aide multiple apportée par les USA à la junte militaire-démocrate-chrétienne présidée par Napoléon Duarte, le Salvador avait peu à peu quitté la une de l'actualité. La question du désarmement nucléaire en Europe et la proclamation de l'état de guerre en Pologne avaient fait à beaucoup oublier les massacres, les exactions, les crimes, les assassinats (individuels et collectifs) commis au Salvador au nom du « monde libre ».

Mais en dépit de tous les efforts américains, ni la paix civile, ni la paix des morts, ni la démocratie même de façade ne sont apparues au Salvador. Pire, en ce moment, ce problème tend à devenir une énorme épine au pied du colosse américain. Car que ce soit du côté de la Maison Blanche ou du côté des guerilleros et démocrates d'Amérique Centrale, l'importance de l'aboutissement de la bataille engagée au Salvador n'est ignorée par quiconque. Aux yeux des deux camps, le Salvador est considéré comme une charnière.

Charnière du côté américain et des dictateurs de la région. En mettant tout le paquet pour écraser la révolution salvadorienne menée par le Front Farubando Marti de Libération Nationale (FMLN), les dirigeants des USA entendent mettre un terme à un processus apparu au début des années 70, et qui tend à s'accélérer depuis peu : la remise en cause de la domination américaine économique et militaire dans toute la bande de terre reliant l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud par le renversement de dictatures fascistes dans les Républiques Bananières. Cela avait commencé avec le coup d'état du progressiste et nationaliste Torrijos au Panama. Cela s'était confirmé par la chute de Somoza au

Nicaragua. Ceci sans parler des nombreux accrocs au mythe de la Mer des Caraïbes, « lac américain ».

Pour les U.S.A., si le Salvador remet lui aussi en cause la domination américaine et établit un régime populaire, non seulement, ce serait un échec immédiat, mais aussi à plus ou moins long terme, l'écroulement des dictatures amies du Guatemala et du Honduras.

Même raisonnement à contrario des révolutionnaires de la région (1). Si le FMLN est écrasé par les militaires salvadoriens avec l'aide américaine, il ne fait aucun doute que cette question réglée, les USA pourront concentrer leurs efforts de destabilisation au Nicaragua pour renverser le régime sandiniste. Sans compter que les guerillas guatémaltèque et hondurienne verraient leurs luttes rendues plus difficiles.

LES ELECTIONS DU 21 MARS

Cet enjeu explique d'une part l'engagement total des américains et l'aide apportée par les armées du Honduras et du Guatemala en faveur de la junte salvadorienne et d'autre part, le fait, les conditions objectives aidant, que les guerillas de ces deux pays se développent pour ne pas laisser les mains libres à leurs oppresseurs (2).

Aujourd'hui, on assiste à un forcing américain au Salvador car les ambitions mises dans la junte ont été déçues et la prétention d'écraser les forces armées du FMLN s'est avérée fautive.

Depuis l'arrivée des conseillers militaires américains (officiellement au nombre de vingt cinq), depuis la fourniture gratuite d'hélicoptères et de toute une panoplie de matériel militaire anti-guerilla, le renflouement quand ce n'est la totale prise en charge du budget national, la détermination des guerilleros n'a été entamée en

rien et l'armée salvadorienne n'a remporté aucune victoire militaire décisive. Certes l'offensive générale déclenchée par le FMLN en janvier 81, n'a pas eu l'ampleur souhaitée, mais au fur et à mesure du temps, les guerilleros salvadoriens ont renforcé leur capacité d'organisation et d'intervention et reprennent l'offensive. En ce moment, le tiers du territoire est totalement contrôlé par le FMLN, la radio « venceremos » émet dans toute l'Amérique Centrale, les actions offensives se multiplient tous azimuts : destruction quasi-totale du matériel aérien de la base d'Ilopango, attaque à San Felipe, de la périphérie d'Usulután... Même dans les villes, la junte militaire voit son contrôle de plus en plus remis en cause.

L'inquiétude des américains est d'autant plus justifiée qu'on assiste à la même tactique militaire (l'encercllement des villes par les campagnes jusqu'au déclenchement de l'offensive finale) qui avait permis la chute de Somoza se met en place au Salvador. Face à cela, Reagan et son administration ont décidé de renforcer l'aide à leur marionnettes : soixante-quinze millions de dollars viennent d'être versés dans

problème salvadorien ne se résoudra que par des négociations politiques entre les parties en cause dans le conflit et ceci sans aucune intervention extérieure. Thèses inacceptables pour Washington car elle reconnaît de fait la représentativité du FMLN (et de sa branche politico-diplomatique le Front Démocratique Révolutionnaire) et met ainsi à bas la légende de l'intervention cubaine qui expliquerait la situation actuelle du Salvador. Thèse combattue par les USA car elle demande l'arrêt de l'aide américaine au niveau militaire, arrêt qui nul n'en doute, se traduirait par la chute de la junte.

Mais Reagan tient aussi à ses élections du 21 mars pour pouvoir faire face à une fronde du congrès américain contre la politique de son administration en Amérique Centrale. Jusqu'à présent, l'aide apportée au Salvador l'a été dans le cadre d'une procédure d'urgence qui permet au Président des USA de décider seul de l'affectation de l'aide et de son montant dans la limite de cent millions de dollars. Mais si Reagan veut continuer et amplifier son aide militaire ou économique à la junte du Salvador, il devra avoir l'accord du Congrès et en particulier de celui du Sénat américain. Et ce dernier est de plus en plus réticent à cautionner un régime qui se signale de plus en plus par des massacres de civils comme cela s'est dernièrement produit dans un quartier de la capitale salvadorienne. De plus le traumatisme vietnamien, l'engagement militaire direct des USA; tend à réapparaitre fortement dans la population et le personnel politique américain. Avec la tenue d'élections au Salvador, l'administration du président américain compte renverser la vapeur et faire admettre que la défense du « monde libre » passe par le Salvador (4).

On assiste donc à une course contre la montre des américains au Salvador. En face le FMLN se développe et étend son contrôle sur le pays. Mais tout ceci se fait au prix de milliers de morts.

Aujourd'hui, ce petit pays d'Amérique Centrale montre que la liberté coûte chère quand elle va à l'encontre des intérêts américains.

Neg Mawon

(1) A. Haig, Secrétaire d'Etat américain, n'a pas caché devant la commission des affaires étrangères du Sénat américain, que le Guatemala risque de devenir avant longtemps un « autre Salvador »

(2) Depuis quelques mois, le nombre d'actions de guerrilla s'est considérablement développé dans le pays, tant dans les villes que dans les campagnes (Huehue Tenango, Tegucigalpa, Escuint ...) Au début de la semaine, une « Unité Révolutionnaire Guatémaltèque » s'est formée regroupant les quatre organisations armées de gauche que compte le Guatemala.

(3) Même le Canada a décidé de reconsidérer son analyse sur la situation au Salvador.

(4) T. Enders, Secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires américaines a déclaré récemment que « si le Salvador tombe comme le Nicaragua, Cuba et l'URSS ouvriront une brèche sur le continent américain »



Interview de l'enfant prodige du
cinéma Egyptien :

« Je sais que je dérange ... »

**Youcef Chahine, tourment du cinéma arabe,
à l'image de ses films qui est-il ?**

SANS FRONTIERE : Un retour en arrière : si Bab El Hadid était à refaire ?

YOUCEF CHAHINE : Non, Bab El Hadid a été tourné voilà 18 ans et évoque les conditions de cette époque et je crois que c'est concluant maintenant.

fouillis d'allusions, de points de vues, il n'y a pas de situations qu'on peut suivre et éclaircir. Il y a des situations.

Y.C. : Je donne une fresque d'une époque. Dans cette époque il y a des exemples de gens, ou bien des

courage sans la connaissance spontanée. Le père de Yahia est lui, cette connaissance spontanée.

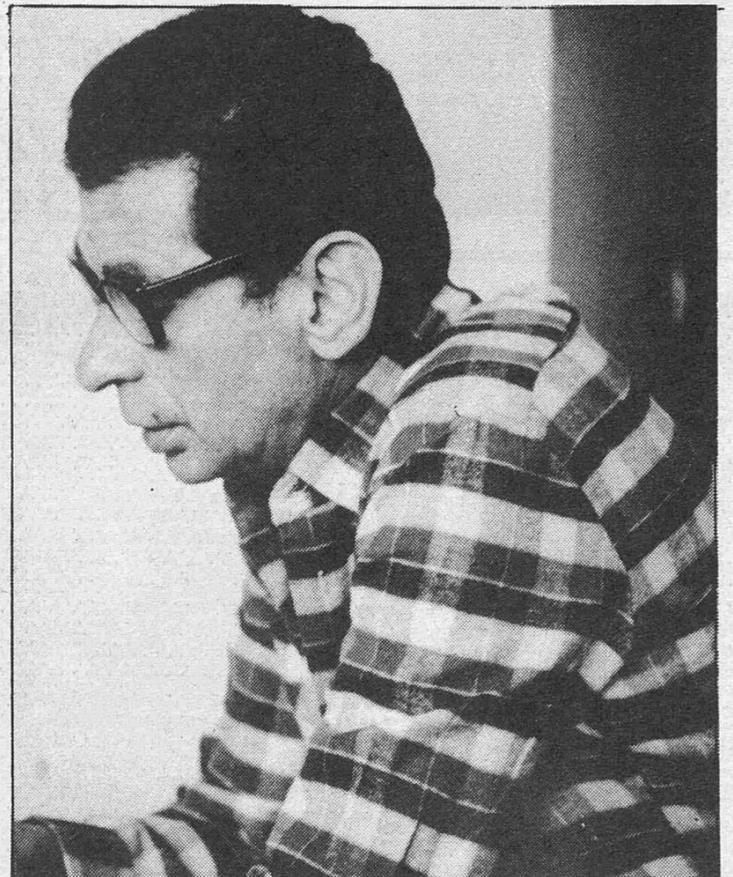
Il y a aussi l'autre frère qui a voulu aller plus loin et finit en prison. Celui qui développera cette conscience, ce sera peut-être vous ou moi, c'est alors un progressiste mais vendu.

S.F. : Le personnage qui réussit est Abdel. Il arrive à faire quelque chose.

Y.C. : Non pas à faire quelque chose, mais à s'enrichir. Vous connaissez bien les pays arabes, je n'ai pas autre chose à dire. C'est une image assez complète de beaucoup de gens autour de nous. C'est une image effrayante.

S.F. : Vos films sont tous effrayants car ils sont tous des constats et en plus constats d'échecs. Le retour de l'enfant prodige se termine par un massacre.

Y.C. : C'est un avertissement. Le retour de l'enfant prodige, c'est le fils qui tue sa mère et son frère. C'est le monde arabe avant même que les querelles soient dévoilées au grand jour et se concrétisent au Liban. Cela je l'ai signalé avant que les événements se déclenchent. Je ne suis pas un grand politicien, je suis quelqu'un qui essaie de



Avec *Alexandrie* et dans le prochain j'irais encore plus loin. Je cherche toujours des moyens.

Je choisis parfois, car je vais trop loin, mais je n'essaie pas de choquer particulièrement.

Mais si ça dérange, comme « Bab El Hadid » a dérangé à ses premières parutions, et bien que ça dérange ; c'est mieux, les spectateurs penseront un peu plus vite. J'aurai fait une fonction assez nécessaire, je suis le dérangeur.

S.F. : A chaque film depuis Bab El Hadid, que ce soit le Moineau, Le Retour de l'Enfant Prodige, il s'agit d'une vision globale d'une situation à un moment donné et parfois nous manquons de référence.

Y.C. : Je suis probablement arrivé maintenant au stade de donner des références et regarder la violence de certaines réactions.

S.F. : Il n'y a pas de message clair, c'est le

spécimens de couches sociales. La classe qui dirige, celle dans l'opposition ou bien c'est une classe qui est dépassée. Je donne l'origine du conditionnement de certaines classes et les possibilités de certaines autres de pouvoir se dépasser.

Je donne une fresque générale d'une époque que j'ai vécue.

S.F. : Quels sont les personnages que vous aimez dans votre film ?

Y.C. : C'est Yahia, le frère de Yahia qui a le culot de rester pauvre, en pêchant je ne sais quoi, et qui a l'audace de prendre un procès dans lequel il ne gagnera pas un seul sou, mais il dit des vérités.

S.F. : Mais en même temps, c'est dommage qu'une personne qui a ce courage ne puisse pas aller au bout de ses idées.

Y.C. : A cette époque c'était impossible. Il y a aussi celui qui a le

prévoir à travers la connaissance des gens avec qui je vis. Et je vis avec beaucoup de gens pour savoir. Dans *Alexandrie pourquoi*, j'ai dit attention, nous commençons à devenir des fanatiques et des intolérants, accusation horrible que nous faisons alors contre notre ennemi. Et d'ailleurs, c'est bête parce que l'on reste dans l'obscurantisme.

S.F. : Vous ne faites pas passer de messages, vous ne montrez pas d'avenir.

Y.C. : Comment faut-il faire, je regrette. Il suffit que je démontre une chose dont vous n'êtes pas conscient. Je démontre qu'il existe une nécessité chez le peuple, une possibilité de continuer la lutte. Pour quoi doit-il être humilié, quand le pouvoir est responsable des défaites militaires. Alors c'est beaucoup plus qu'un constat. Je fais remarquer la nécessité, l'inévitable d'une situation à laquelle nous devons arriver. La tolérance totale est inévitable. Quand je dit sionisme, c'est une chose, quand je dis vie, c'est autre chose. Parce que sinon nous ratons beaucoup d'alliés.

S.F. : Et les israéliens ? Certains dirons que les Israéliens ont aussi cette attitude intolérante à laquelle celles des Arabes

est une réponse.

Y.C. : Ils sont aussi fanatiques, et ils savent mieux faire la propagande pour démontrer le contraire. Mais c'est difficile pour beaucoup de gens de l'accepter.

S.F. : Que faites vous des millions d'Européens et d'Américains qui les soutiennent.

Y.C. : Parce qu'ils ne savaient pas, d'où la nécessité que je fasse *Alexandrie pourquoi*. La tolérance existait bien avant chez nous. La petite juive a existé et elle a choisi d'être Egyptienne. Son père sera probablement récupéré. Son frère l'a été totalement. C'est une faute de dire non à n'importe quel dialogue, avoir peur de se retirer dans ses culottes. C'est de l'intolérance et du formalisme.

S.F. : Quel dialogue, Sadate-Béguin ?

Y.C. : Ce sont deux personnes et je dis le mot : peut-être n'étaient-ils pas représentatifs. Moi je donne la parole, le droit au peuple arabe, à n'importe quel individu du peuple arabe de dialoguer sans mourir de peur ou être pris pour un traître. Je ne suis pas du genre qui aime une seule clef, je préfère que ce soit plus collectif, plus démocratique. Il faut que je prenne le droit de porter mon information, dire ce que je pense sans mourir de peur et sans rester dans l'obscurité.

S.F. : Votre intervention risque d'être mal comprise.

Y.C. : Je m'en moque...

S.F. : Oui, mais alors le message risque de ne pas parvenir à ceux auxquels vous vous adressez ?

Y.C. : Non, non, il arrive que j'expulse par choc, parfois, je le dis un peu en avance. *Bab El Hadid* est arrivé, peut-être suis-je patient. Peut-être que je ne veux pas le succès immédiat. Comment faire sortir les gens de leur torpeur ; il faut les choquer un peu, au début, ils ne veulent pas entendre, mais peut-être entendent-ils après. La nature d'un film est lente : entre le temps où on commence à l'écrire et sa réalisation il se passe du temps. Je ne peux pas empêcher cela et c'est la réponse que je donne. Je ne peux pas empêcher que certains oublient qu'un film même réalisé en un mois est conçu cinq ans auparavant. Alors l'équation Camp

L'Egypte au coeur.

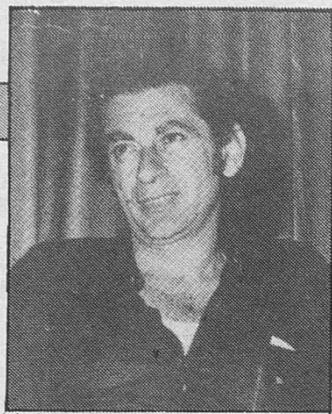
Né en 1935, à Alexandrie, dans une famille catholique aisée, étudie chez les frères puis dans une école anglaise. Après un bref passage à l'université d'Alexandrie, il partira deux ans à Los Angeles où il découvre la mise en scène et le cinéma. Il tourne son premier film en 1950 : « Bab-El-Hadid ».

Si en 1965, il s'exile volontairement quelques temps, l'Egypte demeure au coeur de ses préoccupations. « Bab-El-Hadid », « Gare Centrale », « Le moineau », « L'enfant prodige » et « Alexandrie, pourquoi ? ».

L'Egypte est toujours présente, une Egypte où s'entre-mêlent l'histoire et le quotidien, se cherchent, s'égarent les vies in-

dividuelles. Chahine harcèle, interroge, angoisse, il ne reconforte pas - il a confiance - « Alexandrie, pourquoi » fut beaucoup critiqué à sa sortie par la communauté arabe, qui y vit un soutien aux futurs accords de Camp-David. Chahine s'en défend. Dans le décor de la seconde guerre mondiale, des familles arabes, chrétiennes et juives évoluent, se cherchent, s'aiment, se trompent d'histoire vivent un « mélo » qui appartient au quotidien et Chahine cherche les clés de l'avenir.

* Bab-El-Hadid (1950)
Jamila l'Algérienne
Gare Centrale (1957)
L'Aube d'un jour nouveau
La terre
Le choix (1970)
Le moineau



Chahine

David -Alexandrie pourquoi, est totalement fausse. Je n'y puis rien sauf peut-être donner des coups de poing.

S.F. : Vous avez fait beaucoup de films, mais on ne parle que de vos meilleures oeuvres. Vous avez fait des oeuvres très commerciales.

Y.C. : Oui, j'ai essayé, oui, j'ai eu une période après Bab El Hadid.

S.F. : On peut se demander pourquoi Chahine fait des films commerciaux.

Y.C. : Après Bab El Hadid, qui m'avait beaucoup pris, les appréciations furent minimes. En tant qu'être humain, encore jeune, je n'ai pas supporté, j'ai douté, peut-être avaient ils raison. Peut-être fallait-il attendre jusqu'à ce qu'ils comprennent leurs torts.

Et j'ai dit voyons ce que vous voulez que je fasse. Et j'ai tourné des films commerciaux que j'ai raté d'ailleurs.

Je ne suis pas un metteur en scène de films qui rapportent beaucoup d'argent. Dans les pays Arabes, le spectateur est très conditionné.

Alors quand on m'accuse d'Américanisme... Le cinéma américain signifie aussi un très grand public. L'Américain-Italien de Trinita, l'Américain de je ne sais combien de westerns, je ne sais pas faire ça. Après l'échec de Bab El Hadid, j'ai tout fait, écrit, joué, fait de la mise en scène, utilisé d'autres noms, mais cela ne veut rien dire. Puis j'ai eu peur, alors je me suis repris. Avec l'émergence du mouvement nationaliste en 1953, j'ai repris une ligne, un souffle. Avec la guerre de 67, je crois avoir eu une prise de conscience politique. Comme je me suis détaché de ma famille étant jeune, je me suis détaché de l'idée de ce qu'il faut faire, détaché du conditionnement, j'ai commencé à le comprendre. Alors je joue un film pour être justement mieux impressionné. Je joue le film pour être giffé de temps en temps pour que je comprenne, me laisser à ces choses là, je me masturbais : faire l'amour avec un film est unique. Si je dois être un peu dérangé parfois, cela vaut la peine.

S.F. : Vos films sont difficiles comment sont-ils reçus par le public ?

Y.C. : Ça dépend, il y a des gens qui comprennent à 50 %. Ils comprennent même immédiatement. Sinon, je n'aurai pas continué. D'autres gens prennent le temps de revoir. Vu la complexité des événements et le temps limité d'un film ont été obligés de faire des films de plus en plus touffus alors la critique doit avoir la patience de visionner au moins deux fois.

S.F. : Et le simple spectateur ?

Y.C. : Parfois on m'arrête dans les rues du Caire pour me dire qu'on ne comprend pas mes films. « Ne change pas, tu nous embêtes, tu es un peu difficile mais nous sommes disposés à revoir pour mieux comprendre » ; c'est une vérité que l'on m'a dite dans les rues du Caire. Et

A l'écoute des traditions musicales Le Layali



Ce qui fait, par delà sa divertissement, l'unité de la musique dans le monde musulman, c'est bien sûr le Coran.

L'appel à la prière et la psalmodie des sourates, expression dépouillée mais, ô combien artistique de la mystique religieuse depuis l'époque de « Billal l'éthiopien », premier muezzine et compagnon du prophète, ont profondément marqué chanteurs et musiciens, ainsi que le goût du public.

On retrouve cette empreinte profonde dans les ornements mélodiques et les silences, longues respirations destinées à accentuer l'émotion tant chez les fidèles que les auditeurs attentifs, et ceci principalement dans l'improvisation vocale : « Qasidah », « Maouel », « Layali », et l'improvisation instrumentale : « Le Taksim ». Le « Qasidah » est un récitatif, une sorte de chant improvisé sur deux à sept vers d'un poème classique :

« Que dieu confonde le gueux qui choisit la nuit obscure pour aller

sucer de vieux os autour de l'abattoir ;

Qui prend pour sa part du butin en ce monde une nuit où, par hasard, un ami l'héberge en loyal service ;

Qui dort le soir et se réveille les jambes pliées ôtant les cailloux sous son flanc incrusté de graviers.

Magnifique est le gueux dont le visage resplendit comme un flambeau lumineux aux mains d'un porteur de flammes.

Il domine de haut ses ennemis qui le redoutent comme on craint la flèche au jeu qui désigne le perdant ».

(La vagabond de Ourwah Ibn Al-Ward).

Le « Maouel » est aussi un chant non rythmé mais improvisé cette fois sur une strophe de poésie populaire ; le thème en est principalement l'amour et il remonterait à l'époque du Khalife « Haroun El Rachid ».

« Sept rigoles aux eaux jaillissantes n'ont pu éteindre le feu qui est en moi.

O toi qui est l'espoir du coeur, dis moi pourquoi ton amour est-il à ce point tyrannique ?

grâce à l'aide étrangère et Salah Abou Seif qui arrive à produire, en fait on tourne peu.

Y.C. : Puisque le secteur public, n'existe plus, il nous faut avoir ce qu'on appelle une société de cinéma - même si nous possédons des piastres, il nous faut une table, une chaise. C'est oublier l'inflation qui existe en Egypte. Produire un film devient très cher. La production a chuté.



Le rivage des mers est ma couche et les vagues ont édifié pour moi une demeure.

On se regarde les yeux dans les yeux et le coeur brûle de son feu ».

(Anonyme Syro-Egyptien).
Le « Layali » consiste en une improvisation sur les deux mots : « Ya lili, Ya aini » (ô ma nuit, ô lumière de mes yeux) dont l'antithèse résume toute la poésie lyrico-mystique de l'Orient musulman, le chanteur brode une série d'arabesques variées où les notes tenues alternent avec les trilles, les glissandos, les syncopes et d'autres fantaisies vocales que l'artiste multiplie à plaisir pour donner la mesure de son talent.

On raconte à ce propos, en Egypte, une sombre anecdote :

« Un riche commerçant, père de plusieurs enfants, dont le plus chéri s'appelait Lil, s'éprit d'une courtisane.

Celle-ci, agacée par les supplications de son prétendant, et afin de s'en débarrasser, lui posa les conditions suivantes : divorcer d'avec sa femme, ce qu'il fit prestement, tuer son fils Lil, ce qu'il fit sans tarder, et se crever un oeil, après quelques hésitations, le voilà borgne. Notre triste sire vint alors, richement paré, lui demander sa main. La belle lui répondit : si sa femme légitime, son fils et son oeil n'avaient pas davantage compté pour lui, que pouvait-elle en attendre, d'autant qu'il était devenu borgne et laid ! »

Alors il partit, et le restant de sa vie pleura son fils et son oeil : « Ya lili », ya aini »...

Quant au « Taksim » c'est une improvisation, un solo instrumental non rythmé (en général) qui répond à des règles précises que l'on retrouve autant chez les bergers du Kurdistan que chez les « Derviches Tourneurs », ou dans la musique de Oum Kaltoum avec des degrés divers d'élaboration...

Mais nous aurons l'occasion d'en reparler plus en détail la semaine prochaine avec le luthiste égyptien actuellement à Paris, « Hussein El Masri ».

Julien Weiss

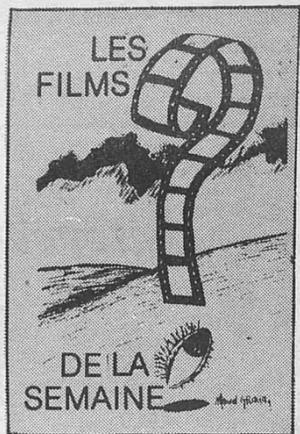
S.F. : Et surtout les films ne sont pas tous bons.

Y.C. : Existe-t-il beaucoup de bons films au monde. Voyez le cinéma italien, de loin le meilleur. Sur 400 films produits par an, quatre ou cinq sont bons. C'est presque deux films sur 30. Ne soyons pas irréaliste ambitieux, en voyant nos conditions dans les pays Arabes.

S.F. : Peut-on imaginer Chahine tourner un film se passant dans un pays Arabe.

Y.C. : On me l'a souvent demandé. Je trouve que c'est difficile. Je ne connais personne aussi bien que les Egyptiens. Tant que je pourrai tourner en Egypte, je le ferai, même si Hollywood me demandait de tourner, me tentant avec des moyens, de l'argent. Je crois que je refuserais. Je ne fabrique pas un film, je fais un film parce que je le veux et que j'en sens la nécessité.

Propos de Youcef Chahine recueillis par B. Bensalama et Kh: Bachiri



vus par
Peira Cava

« La folle histoire du monde »,

de Mel Brooks' avec Mel Brooks'.

Je n'aurai jamais assez d'adjectifs virulents pour qualifier cette merde.

Le mieux serait de n'en rien dire. Mais que ce spectacle soit vulgaire, grossier, et abominablement stupide ne serait rien et me permettrait de me taire, si, de plus, il n'était révoltant.

Car s'il n'est pas révoltant de voir bêtement transfigurés certains épisodes de l'histoire de l'Empire romain ou de celle de la Révolution française, il l'est, par contre, de voir présenter l'Inquisition sous la forme d'une parodie badine, où le ballet nautique type Esther Williams s'allie à la comédie musicale type Hollywood des années 50. Parce que l'Inquisition fut tout de même une des grandes abominations de l'Histoire de l'Homme et des religions qu'il a inventées.

Et par dessus le marché, il est clair que Mel Brooks' a voulu faire, en mieux, un film parodique à la Monty Python : le pauvre, pauvre con, avec sa gueule frippée de vieux beau sur le retour, malgré le platras de maquillage, il en est à des années lumière (pour parler cinématiquement).

Et pourtant les M.P. ne sont guère que des potaches retardés de philo qui, de temps en temps, sur le coup d'une inspiration encore juvénile, sortent un gag à se rouler par terre.

Mais, j'y pense, à la fin de la projection de son film, Mel Brooks' nous annonce une suite de la Folle Histoire Du Monde, avec en particulier Adolf Hitler dans le rôle d'une vedette de patinage artistique d'Hollyday on Ice. Je me permettrais de suggérer à Mel Brooks', s'il n'y a déjà pensé, de rester sur sa lancée et de présenter l'épisode d'Auschwitz et des chambres à gaz de la même manière qu'il a traité l'Inquisition.

Je lui propose même des répliques de bon goût et bienvenues dans le genre de : « Alors, ça gaze les p'tits pots », jetée par un homme au nez de banane à ses congénères, au moment où ils sont « en-fournés » avec, en plus, un clin d'oeil appuyé et complice au public. Alors, je suis curieux de savoir quelle sera la réaction de la communauté dont Mel Brooks' est un des fils.

Les phantasmes de Mme Jordan

de Dusan Makavejev avec Susan Anspach.

C'aurait pu être un bon film. Il s'en est phallus de peu.

N.B. : beaucoup de mes confrères ont été choqués par la danse au phallus-mécanique il se doit en 1982 - Ah, qu'ils auraient été malheureux à la lointaine époque du cinématographe grec et romain.

La troupe de théâtre « Ça e là »

Les troupes de théâtre qui réussissent parmi l'immigration ne sont pas nombreuses. Après avoir assisté à la représentation de « Le Cul entre Deux Chaises », joué par la troupe de jeunes portugais « Cá e Lá », nous avons été frappés par la qualité du spectacle dont le réalisme reflète, mieux que toute autre description, le contexte socio-culturel des jeunes immigrés.

SANS FRONTIERE : Comment est née la troupe « Ça e là » ?

ÇA E LA : Le groupe de théâtre a été créé à l'initiative de L'IRFED, qui, en 1978, a soutenu des activités au sein de l'Association des portugais de Fontenay S/Bois. La troupe au départ était composée essentiellement de jeunes travailleurs portugais. Nous avons monté un spectacle en sketches qui mettait en scène l'immigration des années 60 : les motivations du départ de ce qu'on peut appeler la « 1ère génération ».

Les membres de la troupe ce sont inspirés de leur vécu (expérience de travail, racisme).

Dans une deuxième phase, des nouveaux membres ont rejoint le groupe, parmi lesquels une française, et il est devenu en majorité formé d'étudiants. C'est à ce moment que nous avons créé « Le Cul Entre Deux Chaises ».

Ce spectacle parle avant tout des problèmes des jeunes immigrés portugais. Cette pièce est basée sur l'improvisation : à partir d'un schéma fixe, nous actualisons le texte selon l'actualité : Rue Copernic, grève des éboueurs, le 10 mai.

Jusqu'à maintenant la troupe était rattachée à l'Association de Fontenay, mais, tout en continuant à leur donner notre collaboration, nous pensons nous constituer en association indépendante, car les membres habitent loin de Fontenay. Désormais nous nous appelons « Ça e là ».

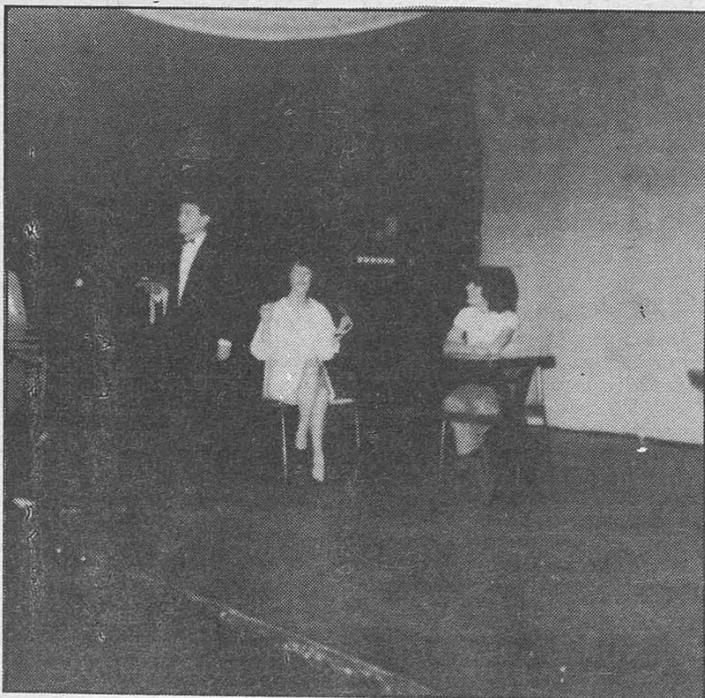
Nos répétitions étaient un « Défolioir ».

S.F. : Quel genre de formation ont reçu les jeunes de la troupe ?

« Ça e là » : Les animateurs travaillant pour l'IRFED nous ont aidé à nous constituer en tant que groupe cherchant un moyen de s'exprimer.

La troupe a découvert que le théâtre était un bon moyen d'expression et de dialogue aussi bien avec les français que les portugais.

Trois membres de la troupe ont aussi suivi un stage avec l'équipe de Boal (théâtre de l'opprimé), mais



c'est surtout à partir de notre travail que nous avons évolué. Nous avons appris par notre expérience que le théâtre n'est pas seulement une histoire, mais un rapport histoire/personnage/mise en-scène. Nous avons fait un apprentissage vraiment sur le tas.

A l'origine nos répétitions étaient, avant tout, un « défolioir ».

Ce n'était pas le théâtre qui primait. Maintenant cette envie de s'exprimer subsiste, cependant nous éprouvons le besoin de nous perfectionner (formation technique, etc). Alors qu'au début nous rejetions l'aide extérieure, par crainte d'être canalisés, maintenant nous l'approuvons.

S.F. : Quels sont les principaux problèmes actuels que la troupe doit affronter, ses difficultés...

ÇA e Lá : Il est difficile de trouver une stabilité parmi les membres des troupes amateurs, car il est rare de rencontrer des gens avec les mêmes bases, motivations et projets. Nous ne recherchons pas le vedétariat, ce qui n'empêche pas la recherche d'une expression de qualité.

Dans la première phase du groupe, nous avons joué surtout dans les associations portugaises de la banlieue parisienne. Dernièrement, nous élargissons notre cercle de représentation (Poitiers, Rennes, Maisons de la Culture,



ASTJ. Avant le 10 mai, nous avons fait des tentatives pour que « Mosaique » nous fasse connaître à un plus large public, mais seraient-ils gênés par notre côté amateur ?

Nous sommes un groupe de théâtre envers et contre tous. Nous sommes forcés de répéter loin, à Fontenay, et à la Maison du Portugal, où on a « daigné » nous attribuer une salle sans conditions, alors qu'une salle de théâtre existe dans la maison. Nous recevons aucune aide financière ni d'organismes français ni portugais, ce qui nous empêche de donner au groupe un plus grand élan.

Un double rejet

S.F. : « Le cul entre deux chaises » évoque des situations du point de vue des jeunes immigrés. Comment vivez-vous ces problèmes ?

ÇA e Lá : Le souci de notre pièce est de montrer les problèmes que nous, jeunes, rencontrons aussi bien en France qu'au Portugal. Au Portugal nous sommes considérés comme des étrangers, soit par les institutions, soit dans le contact avec les gens. En France : papiers, emploi, études, racisme. Cette situation de double rejet donne lieu aussi à ce qu'on appelle le problème de la non-identité. Pour nous, cet apport des deux origines est une richesse qu'on nous empêche de manifester. L'égalité de droits et la liberté de circulation entre les deux pays seraient, entre autres, les premières mesures qui permettraient de nous réaliser.

S.F. : Et pour l'avenir, quels sont vos projets ?

ÇA e Lá : Nous préparons en ce moment une nouvelle pièce intitulée « Le Sud-Express ». Le prétexte en serait le voyage de vacances au Portugal. Nous pensons la présenter à l'occasion de l'anniversaire du 25 avril.

Propos recueillis par D. Lacerda

« Ça e Lá » est ouvert aux sollicitations de tout organisme intéressé par son travail.
Adresse : C/o Graça dos Santos - 49, rue Perthuis - 92140 - Clamart.

Pour une autre géographie

Bien des étudiants, professeurs, et militants tiers-mondistes connaissent Yves Lacoste, géographe universitaire et homme de terrain, auteur d'une « Géographie du sous-développement » et de « Ibn Khaldoun : naissance de l'histoire et passé du tiers monde » (Maspéro 1966).

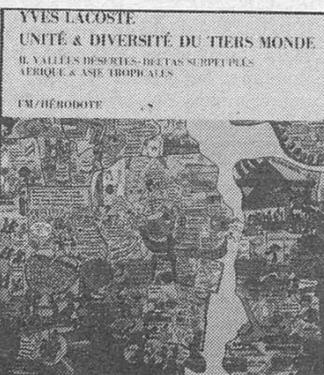
En début 1981, il publie en trois volumes : « Unité et Diversité du Tiers-Monde ».

Cette fois ce géographe qui avait séduit tous les curieux du tiers-monde en établissant la liste des caractéristiques propres identifiant aux pays sous-développés, liste bien pratique en somme, nous dit : « Le tiers-monde, ce n'est pas fini, ce n'est pas un mythe non plus, mais il ne faut plus le regarder comme nous l'avons fait depuis vingt ans, il s'agit de revoir nos outils d'analyse ».

De fait, dans Unité et Diversité du Tiers-Monde, Lacoste fait éclater clairement la vision habituelle et monolithique que la plus part des gens, et bien trop d'étudiants et de militants mettent sous le concept tiers-monde !

Dans le premier volume, il met en avant plusieurs méthodes, différencie des niveaux d'analyse, distingue des critères communs ou contradictoires aux différents parties du Tiers-Monde. Dans les deux autres volumes, il s'appuie sur quatre situations concrètes, en Algérie, en Haute Volta, à Cuba et au Vietnam, pour démontrer que le Tiers-Monde est loin d'être un bloc uniforme sur lequel s'exercerait l'influence des deux ou trois « grandes puissances » ; si les éléments communs à tous les pays, facteurs d'Unité sont importants, ils sont loin d'être plus nombreux que les facteurs qui accentuent la Diversité des situations locales, régionales, ou nationales.

Pédagogue, Lacoste a voulu contribuer par ces trois livres à la compréhension des enjeux planétaires actuels en proposant à tous une méthode qui permet de discerner facilement les différents niveaux d'analyse existant, et d'illustrer cette méthode par des



exemples à l'échelle régionale, échelle à laquelle se mettent en place les stratégies.

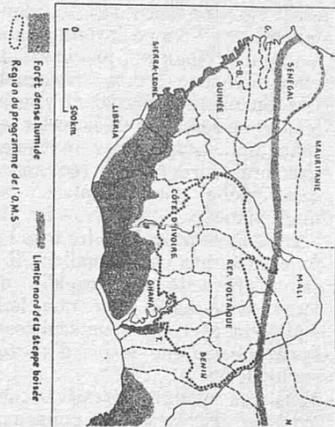
Il faut lui en savoir gré, car tous en faisant progresser la réflexion sur le tiers monde, il offre un outil agréable et clair à tous, ceux qui se battent sur le terrain.

Qui a dit que la géographie était une discipline bonasse ? Qui en a fait une discipline ennuyeuse et inutile ?

Qui a dit que si Cheguevara avait su la géographie il aurait gagné ?

La géographie est un savoir - voir et faire dangereux, un outil précieux pour définir les stratégies et mettre en place des tactiques, connaissance du terrain, physique, humain, conscience des articulations des différents niveaux d'analyses ; les géographes les plus efficaces sont bien souvent les états majors. Une carte ne sert pas seulement aux touristes. Elle a servi avant tout de capital de pouvoir aux généraux des armées du monde entier et de tous les temps. Dans bien des pays, les cartes topographiques sont à l'usage exclusif de l'armée.

Alors pourquoi, à l'école, au lycée, la géographie nous est toujours apparue, au contraire de l'histoire, rébarbative, inutile, à la rigueur science simplificatrice du



monde, propice à l'occultation de la dimension politique de tous événements ?

Pourtant, il existe des géographes partisans d'une géographie ouverte sur le monde, contribuant à développer chez tout le monde un savoir-penser l'espace, pour savoir s'y organiser, pour savoir y combattre.

« Cartographier l'implantation des firmes pour déjouer leur mobilité, démasquer l'aménagement du territoire, débusquer les fabrications à fins répressives d'espaces réels ou imaginaires, localiser les tensions à venir, dresser une topologie de la domination ».

Critiquer c'est mettre en crise ; plolémiquer c'est faire la guerre. Nous ne réformons pas la géographie, nous la retournons contre nos adversaires. C'est une guerre épistémologique : escarmouches idéologiques, embuscades théoriques seraient dérisoires s'il ne s'en dégagait une géographie alternative et combattante ».

(J. Michel Brabant, Béatrice Giblin, Maurice Ronai ; extrait de la Géographie ça sert d'abord à faire la guerre).

Et pourquoi pas une géographie militante ! un outil au service de ceux qui combattent les injustices, l'oppression, qui refusent l'inexorable, l'inévitable humain : situer l'ennemi et de mettre en palce leur propre stratégie libératrice.

Dussollier

Bibli : Unité et Diversité du Tiers Monde (3 vol.).

La géographie ça sert d'abord à faire la guerre. Yves Lacoste (Maspéro 76).

Rugby: les poireaux étaient amers

Pour sa première apparition pour le tournoi des cinq nations, la France vient de subir une très nette défaite (12-22) face au Pays de Galles, après avoir été outrageusement dominée.

C'était une équipe de France profondément remaniée depuis ses deux défaites face aux fameux All-Black, qui pénétra sur le terrain de Larmes Park, pardon de l'Arms Park de Cardiff. La ligne arrière était basco-landaise, avec de nouveaux joueurs, ce qui pouvait paraître comme un risque aventureux, mais le match nous prouva que c'était l'option la plus réaliste des sélectionneurs. En revanche, le véritable risque a été pris en croyant une nouvelle fois aux vertus de l'expérience de certains avants. Nettement dominé en touche, en mêlée, dans les regroupements, les avants français ne se sont guère montrés toniques pour pourrir les conquêtes adverses. Ils se sont courageusement opposés aux avants Gallois euphoriques mais se sont montrés impuissants à empêcher la progression de ces derniers.

La possibilité de vaincre pour les français grâce à leur ligne arrière très en verve a été gâchée faute d'avoir pu offrir à celle-ci des balles d'attaques sans lesquelles les plus beaux talents sont inutiles. Il était déjà miraculeux qu'un superbe essai sur une des rares occasions favorables ait donné l'avantage aux français et leur ait procuré leur unique chance d'être menaçant. Les Gallois se reprenaient vite et bien et ne cessaient de harceler les français. Les lignes arrières tricolores furent alors réduites à une tâche de pompiers, se multipliant aux quatre coins de l'Arms Park pour éteindre tous les foyers allumés par les gallois. Il a fallu l'efficacité et la rapidité de leurs sauvetages pour que leur équipe ne concède qu'un seul essai après plus d'une heure d'alertes perpétuelles.

Mais ces qualités défensives des arrières tricolores ne pouvaient contenir jusqu'au bout un tel feu roulant.

Certes, les gallois ont péché par manque d'imagination.

L'entêtement du trois quart centre Ray Gravell à vouloir passer en force avait de quoi révolter tous les grands centres que le Pays de Galles a pu engendrer. Toutefois cette pression permanente à tous les niveaux devait logiquement finir par emporter la résistance française. Le drame de l'équipe de J.P. Rives, c'est d'avoir subi la plus cruelle punition que les avants français aient pu encaisser depuis bien longtemps. C'est d'ailleurs le moment de rappeler que le rugby commence devant. A défaut d'avoir un pack souverain, il faut néanmoins que celui-ci crée un minimum d'occasions favorables. A Cardiff, ce fut un fiasco total. Non seulement les avants tricolores ont été privés de balles, mais les Gallois ont joué avec une totale liberté.

L'un des sorciers de Lima a cependant précisé qu'une autre grande réunion de tous les « maîtres » du pays en matière de sorcellerie aurait bientôt lieu dans un château, au sud de Lima, sous l'autorité de « El tuno », le plus célèbre sorcier péruvien, de manière à contrecarrer définitivement les maléfices des camerounais.

Selon de « bonnes sources », les sorciers péruviens ont en effet appris que depuis plusieurs semaines, leurs homologues camerounais se livraient à des « travaux » inquiétants. Ainsi possèdent-ils les photographies de tous les internationaux péruviens, qu'ils baignent dans du sang de poules noires avant de les enterrer.

Au cours de la même réunion, le sorcier Isidro, aidé par une voyante, a découvert que les sorciers

Hocine.

Le Mondial et nous

«FOOTBALLEUR, SOUS TON MAILLOT SE CACHE UN IMMIGRÉ»

Depuis des générations, le sport professionnel français accueille des étrangers qui louent leurs services à des clubs de haute compétition, apportent un surcroît d'efficacité de technique ou de fantaisie à un spectacle dont les consommateurs sont très exigeants quant à la régularité et à la qualité. La loi permet l'emploi de deux joueurs non français par club, lesquels joueurs gardent leurs nationalités, il arrive que certains se naturalisent et échappent ainsi avec l'aide de leurs employeurs à cette contrainte.

Certains conflits apparus ici et là révèlent aux « aficionados » des problèmes théoriquement absents des aires de jeux. Biscéni qui opère dans le club de basket d'Orthez et qui avait obtenu la naturalisation, a connu des problèmes qui pouvaient semer le trouble dans la conscience de beaucoup d'autres partageant sa situation. Le cas qui nous intéresse concerne des joueurs

« pros » de football opérant en France et dont les pays d'origine se sont qualifiés pour la phase finale de la Coupe du Monde qui se joue tous les quatre ans, la version 1982 se tenant en Espagne, du 13 juin au 11 juillet. La triste vérité de ces compétitions dont l'enjeu financier est tout simplement colossal, a

trouvé un développement assez inattendu dans le cas de certains joueurs originaires d'Algérie ou du Cameroun, deux pays retenus pour participer aux compétitions mentionnées plus haut. Les sportifs africains qui signent des contrats leur ouvrant les portes des stades français ne sont pas toujours au fait des clauses spéciales à taire insérer dans les actes juridiques réglementant les conditions de leurs séjours dans ce pays. Ces clauses - d'une précision inouïe - seules autorisent un joueur à se déplacer quelquefois à l'étranger pour « défendre » les « couleurs » de leurs nations. Les clubs français

évitent en toute logique financière - d'accorder cette possibilité à ceux qui, par ignorance ou par impuissance dans les négociations, n'arrivent pas à arracher ce droit.

Roger Milla (sociétaire de Bastia actuellement) s'est vu pénalisé d'une amende et d'une suspension, de retour de certaines rencontres au compte du Cameroun, et l'Algérien Medjadi (le club de Monaco) s'est « ramassé » une amende de 12.000 F (12 jours de salaires) et 5.000 F pour son absence contre Brest. Il ne faut pas croire qu'il s'agit d'un quelconque « complexe » de persécution ou d'un misérabilisme à juste titre - reproché certaines années à SF. Milla dont les capacités et l'art ont surpris bien de français, est en fait une des dernières « réussites » du football africain. Le verbe haut - gueule comme on dit au Cameroun - mais la technique fort appréciée - y compris au pays - ne saurait manquer l'aventure espagnole, réclamé par ses coéquipiers et la nation carrément. Il ne faut pas croire une seule minute que l'état camerounais s'accommodera d'une absence de ce joueur. Quant aux autres - l'Algérie en compte une dizaine au moins et le Cameroun la moitié - le problème pourrait parfaitement se poser si leurs clubs exigeaient l'application stricte de contrats ne prévoyant pas cette situation. Cependant, les circonstances exceptionnelles pour un joueur professionnel que sont les matchs de coupe du monde peuvent aider à pousser en flèche la « plus-value », la côte financière d'un

pro. qui plus est, leurs origines limitent les chances qu'ils ont à participer à ces compétitions considérées par tous comme la suprême consécration. L'Algérie, le Cameroun ou le Koweït sont « tombés » dans des poules dont les compositions après « tirage au sort » favorisent indéniablement les grands.

Les éliminations trop rapides de certains clubs nationaux traditionnellement fortes et pratiquant un investissement technique et financier aurait des retombées - publicitaires par exemple - dépassant des enjeux propres au sport. On peut craindre des arrières pensées peu sportives dans cette affaire mais ce serait un procès d'intention difficile à assumer. Les Dahle Djadaoui auront des sorts différents selon leurs contrats.

Mais si les enjeux sont financiers pour les clubs français, ils sont littéralement politiques pour les nations africaines dont les résultats sportifs sont le véritable baromètre de la « conscience nationale » et un vecteur charriant des émotions extrêmes. Cette compétition mondiale revêt une importance aussi grande pour les pays riches que pour ceux qui exportent du cacao, de l'uranium, ou... des footballeurs.

Il faut espérer une solution rapide à ce problème au risque de donner raison aux hommes qui pensent que « sous la tenue sportive de ces gladiateurs des temps modernes se cachent des émigrés tout court ».

Blaise N.

Perou-Cameroun Attention aux poules noires

Dix des plus grands « sorciers » péruviens se sont réunis samedi dernier à Lima, à la demande d'un journal local, pour célébrer une étrange messe noire, destinée à « briser les sortilèges de leurs collègues camerounais contre la sélection du Pérou, adversaire au mondial du football ».

Selon le journal de Lima, les sorciers péruviens, estimant leurs pouvoirs supérieurs à ceux des camerounais, ont précisé qu'après cette messe noire, le Pérou était certain de s'imposer 1/0 devant le Cameroun.

L'un des sorciers de Lima a cependant précisé qu'une autre grande réunion de tous les « maîtres » du pays en matière de sorcellerie aurait bientôt lieu dans un château, au sud de Lima, sous l'autorité de « El tuno », le plus célèbre sorcier péruvien, de manière à contrecarrer définitivement les maléfices des camerounais.

Selon de « bonnes sources », les sorciers péruviens ont en effet appris que depuis plusieurs semaines, leurs homologues camerounais se livraient à des « travaux » inquiétants. Ainsi possèdent-ils les photographies de tous les internationaux péruviens, qu'ils baignent dans du sang de poules noires avant de les enterrer.

Au cours de la même réunion, le sorcier Isidro, aidé par une voyante, a découvert que les sorciers

Dans ce déplacement difficile, Szarmach a su lui seul ramener les deux équipes à égalité (2-2) se permettant même de sauver son équipe en renvoyant sur la ligne un ballon qui ne demandait qu'à pénétrer dans la cage Auxerroise.

Szarmach s'installe maintenant confortablement au fauteuil du meilleur butteur de championnat de France avec un total de 17 buts.

A suivre.

Tokoto : tant mieux pour moi

Le camerounais Jean-Pierre Tokoto, l'un des joueurs des « Jacksonville Tea Men », club disputant le championnat d'Amérique du Nord de football (NASL), se prépare à vivre la plus grande aventure de sa carrière sportive.

Tokoto, âgé aujourd'hui de 34 ans, fait en effet partie de l'équipe nationale du Cameroun, qualifiée pour la première fois de son histoire pour la phase finale de la coupe du monde de football, où elle figurera dans le groupe en compagnie de l'Italie, de la Pologne, et du Pérou.

« C'est l'événement le plus important pour le Cameroun depuis 1960, quand nous avons obtenu notre indépendance », explique-t-il, pour justifier l'importance prise par le sport dans son pays depuis une dizaine d'années. « Ils vivent pour le football », ajoute-t-il, se rappelant de la joie des 130 000 spectateurs du stade « Ahidjo » à Yaoundé, le soir où son équipe assura sa qualification.

Tokoto, qui débuta en 1965, au club de sa ville natale de Douala, effectua l'essentiel de sa carrière de footballeur en France. Transféré à l'olympique de Marseille en 1968, il remporta l'année suivante, la

coupe de France, avant d'évoluer sous les couleurs des girondins de Bordeaux, en 1971. Un an plus tard, cet attaquant ondoyant était sacré meilleur joueur de la coupe d'Afrique des Nations dont la phase finale se déroulait au Cameroun.

Il connut d'autres clubs français, à Paris notamment, avant d'émigrer aux Etats-Unis, près de Boston, où il fit, à partir de 1979, le bonheur des « england tea men », aujourd'hui mutés avec armes et bagages à Jacksonville.

Il est actuellement en discussion avec ses dirigeants pour la signature d'un nouveau contrat, et les négociations ne sont pas faciles. Le championnat du monde (13 juin/11 juillet) a lieu durant la pleine saison de la NASL.

« Je voudrais bien résigner, précise-t-il, mais je ne veux rien faire qui puisse m'empêcher de jouer le championnat du monde. Cela n'arrivera qu'une fois dans ma vie ».

Le Cameroun n'aura pas la tâche facile dans son groupe : « ce sera dur pour nous, pronostique Tokoto. Il y a 24 équipes et celles d'Europe et d'Amérique du Sud, sont très, très fortes ».

(A.F.P.)

FESTIVAL DES TRAVAILLEURS DES IMMIGRÉS
du 12 au 20 février

مرحبا بالعمال المهاجرين
Festival des travailleurs emigrados
ou yabanel laeliler festivali

gala 15h. à 24 heures
samedi 20 février
salle des fêtes
valence

FONTBARLETTES Centre Social Gounod : Noces de sang de Souhel Ben Barka le vendredi 12 février à 21h.

Montage sur l'Algérie (A.D.U.F) mardi 16 février à 21h.
Maison de quartier : **Le blues entre les dents de Claude Manthoulis « Boum »** dimanche 14 février à 15h.

LE PLAN Maison pour tous : Noces de sang de Souhel Ben Barka Vendredi 19 février à 14h et 21h.

CENTRE VILLE Foyer Brunet : **Soleil des hyènes de Ridha Behi** Mardi 16 février à 21h.

LE POLYGONE Centre social Polygone : **Orféo négro de Marcel Camus** Lundi 15 février 14h.

Foyer Amblard : **Nicaragua après Somoza** vendredi 19 février à 21h.
VALENSOLLES Foyer laïque : **Noces de sang de Souhel Ben Barka** Jeudi 18 février à 14h.

BOURG-LES-VALENCE Foyer Sonacotra : **Ali au pays des mirages** Vendredi 12 février à 21h.

Soleil des hyènes de Ridha Behi Vendredi 19 février à 21h.

MUSIK

DUNOIS : 28 rue Dunois, 75013 Paris

Vendredi 12, samedi 13 : **Texture Sextet**

Dimanche 14 à 20H30 : **Bekummernis Big Band**

THEATRE NOIR : 23 rue des Cendriers, 75020 Paris

Samedi 14 février à 17 h : **Philippe Vestris** : Sarah-Rock, jazz samba

THEATRE DE LA VILLE : Du 10 au 27 février : **Inti Illimani**, un groupe de six chanteurs chiliens installés depuis huit ans à Rome, leur port d'attache d'exil. Flute, percussions, piano, bandonéon, violon, etc ...

THEATRE VILAR : A Vitry-sur-Seine à 20 h le 19 février : Un concert du groupe **Chrysalide**.

THEATRE NOIR : 23, rue des Cendriers - 75020 Paris. Du 16 au 28 février : « **Entre soleil et Boutou** », poésie musique, des poèmes de Nicolas Guillen, Aimé Césaire et Nazim Hikmet mis en scène par Maris-Line Ampigny et Michèle Césaire.

TEP : Rue Malte-Brun jusqu'au 14 février : **Giovanna Marini** et ses compagnes chantent la vie de la campagne et de la ville.

THEATRE

ENTRE SOLEIL ET BOUTOU. Avec : Marie-

Line Ampigny, Christiane Emmanuel, Alex Chonville, Eric Fleriag, Akim Suleman.

Mise en scène : Marie-Line Ampigny, Michèle Césaire ; **Textes de** : Nicolas Guillen, Aimé Césaire et Nazim Hikmet

ETA !

Era pour ceux qui n'ont rien inventé, rien dompté

Mais ils savent la féminité de la lune

au corps d'huile

Era pour l'amour

Era pour la joie

Aimé Césaire.

Création pour le Théâtre Noir du 16 au 28 février 1982. Le pouvoir de la parole et des mots sous certains hexagones ne peut se défaire de la musique et de la danse.

Il est des mémoires d'hommes qui sont universelles, et qu'il est bon d'évoquer, car tout commence, mais tout peut arriver.

CINE

YUGOSLAVIE : Au Centre Culturel de la RSF de Yougoslavie, salle du Musée des Arts décoratifs, 109 rue de Rivoli, 75001 - Paris.

Vendredi 19 à 20 h : Projection du film « **La haute tension** » de Veljiko Bulajic.

MARSEILLE : A la Maison de l'Etranger, 8-16 rue Zattara, 3ème.

Le 14 février à 15h : **Le**

courage du peuple, très beau film bolivien de Jorge Sanjines (1971). La vie des mineurs boliviens, leur lutte pour les conditions de travail plus humaines, et la répression qui s'en suit.

Le 21 à 15h : **Etat de siège de Costa Gravas** : L'enlèvement d'un officier américain, en poste en Amérique Latine, et la mise en place du système de recherche policière.

Le 17 février à 14h30 : cinéma pour enfants, avec le film **Grand père miracle**. Les aventure extraordinaires d'un écolier qui découvre un génie enfermé dans une bouteille. C'est un film réalisé par le Studio des Films pour Enfants de Leningrad.

INTERCLUB 17 : 47, rue de Saussure, 75017 Paris, tél : 227 68 81.

L'atelier 47 présente **Vol au dessus d'un nid de cocottes** du 17 au 20 février à 20h30, et à 17 h le dimanche 21.

Des femmes qui jouent aux femmes, qui jouent les femmes ou l'idée que l'on s'en fait.

MEETINGS

ISLAM : Autour du dossier d'un numéro du Magazine Littéraire, un débat sur « **l'Islam aujourd'hui** » aura lieu le 18 février à 20h30, au Centre Pompidou (Grande salle). Ce débat sera animé par Marc Kravetz. Y participeront : Paul Balta, Pierre Bernard, Vincent Monteil, Juliette Mincés, Stéphane Ruspoli, Claudine Rulleau, René Tavernier, et Eva De Vitray-Meyerovitch.

DESARMEMENT : Le Mouvement International de la Réconciliation (MIR) des Alpes Maritimes, organise le vendredi 19 février, à 20h30, salle Bréa, 4 bd. Carabacel à Nice, une conférence sur le thème : **Pour le désarmement, armée ou défense civile non-violente** avec Olivier Maurel.

AL QODS : Le Comité France-Jérusalem organise une réunion d'information et de réflexion sur « **Jérusalem -sa situation actuelle, son importance pour la paix internationale -son avenir** », le mercredi 17 février de 20h30 à 22h30,

à l'église St. Merri, 76 rue de la Verrerie, 75004 Paris

PORTUGAL : Une grande

fête portugaise avec des danses folkloriques et des groupes culturels du 11° et du 12° aura lieu le dimanche 14 février à la salle Olmer, 20 rue Marsoulan, 75012 Paris, M° Nation ou Porte de Vincennes. Boissons et plats portugais.

ANTILLES : L'Association Bondy-Information et l'Association des Antillais et amis des Antillais du 93; organisent à Bondy, Espace Marcel Chauvy, du 19 au 28 février, une quinzaine d'animation sur « **l'avenir des Antilles** ». Cette quinzaine comprend des expositions sur l'histoire, la culture, les activités économiques, etc ... , une exposition philatélique, des expos de peintures, des projections de films antillais et de diapos, deux soirées-débats sur l'avenir des Antilles et sur : l'identité antillaise.

COURS

COURS : Centre socio-culturel recherche des femmes bénévoles, pour donner des cours à des adultes : français le soir ou le week-end, arabe et kabyle en journée, et le soir ou le week-end. Ecrire lettre détaillée sur votre expérience, vos objectifs, et vos motivations, à Céline Pollantru, groupe d'alpha, 18, ave. des Dalhias, 93320 Gagny.

REVUES : L'Office municipal des migrants de Créteil, sort un numéro spécial de son bulletin « **Migrants de Créteil** », consacré à l'avenir de l'immigration en France. Des chercheurs, des enseignants, des animateurs sociaux font le point sur les questions suivantes : la nouvelle législation en matière d'immigration, les objectifs du gouvernement, l'emploi, la discrimination raciale, scolaire et dans le domaine du logement, le droit d'association, la formation, la justice et le racisme, le Fonds d'Action Sociale (F.A.S.), le statut des étudiants étrangers et les jeunes immigrés (1).

Signalons aussi la brochure publiée par plusieurs associations poitevines (2) sous le titre « **La Mal Vie, immigration, racisme, expulsions** ». On y trouve une étude de l'immigration dans la région de Poitiers, de la législation

concernant l'immigration, ainsi que deux parties intitulées « **Dans nos têtes et sur nos lèvres** » et « **Dans leur vie et dans leur coeur** »

(1) O.M.M.C., 5 bis rue Félix-Maire, 94000 Créteil, tél. 207 63 63, prix unitaire : 10 F.

(2) Disponible à Collectif Tiers-Monde, 163 Grand-Rue, 86000 Poitiers, prix unitaire : 15 F (20 F franco de port.)

Sortie du numéro de février de la revue « **Peuples en marche** » sur le thème « **Se prendre en charge** ».

EXPO

CHILI : La Maison de l'Etranger, 16 rue Antoine Zattara, à Marseille présente du 10 au 28 février 1982, une exposition **Les Arpilleras**, des chiliennes brodent leur vie et leurs luttes. Du lundi au vendredi de 9h à 18h.

ITALIE : La Maison de la Culture de Nanterre, Radio France, France Culture, l'Atelier lyrique du Rhin ainsi que la ville de Naples, l'Institut Culturel Italien et le Ministère Italien des Biens Culturel organisent deux expositions du 4 au 28 février : « **Fêtes populaires en Campagne** », photos de Mimmo Jodice et « **Ex-voto napolitains, du XVIème siècle à nos jours, du sanctuaire de la Madone dell'Acro** » à la Maison la Culture de Nanterre, 7 avenue Pablo Picasso - 92000 Nanterre.

ANNONCES

CONTACT ET MANAGEMENT

Fabrice Le-Scouarnec, 11 rue A. Dumas, 91800 Epinay-sur-Senart. Tel. (HB) : 938 79 20. P. 218. Dom. 341 40 23

Conditions de passage :

Cherche studio Paris Urgent - Maximum 1000 F. Tél : 508 16 70.

Urgent.

LOCAL : L'association des Etudiants portugais en France (AEPF) recherche un local à Paris pour son siège à titre bénévole. Contacter U. Soarès, 47 rue Constadt, 75015 Paris

Femme de ménage : Cherche heures de ménage Paris ou banlieue Nord.

Libre de suite, tél : 988 20 91.

Sans Frontière cherche un local dans les 200 m2. Bien éclairé et bien situé dans Paris.

Pas trop cher, téléphoner au journal et demander Saïd.

JEUX ET MOTS CROISES

Par Hartman

Solution grille n° 37

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
T	U	N	I	S	T	A	O	N	
O	R	I	N	E	O	L	I	E	
G	U	E	N	I	L	L	E	S	
O	G	R	E	S	S	E	E	T	
U	E	M	E	R	I		U		
S	A	S	A	N	E	S	S	E	
P	Y	T	H	I	E		E		
R	R	E	L	D	I	R	E		
E	P	I	R	A	D				
E	T	E	T	A		A	N	E	S

Grille n° 38

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

HORIZONTALLEMENT

- Déposséder par rachat.
- Tramée. - Colère.
- Tonitrué. - Parus.
- Baie d'Honshū. - Ville d'Italie.
- Lettre grecque. - Ivre.
- Note. - Inouï.
- Eternel. - Cubes.
- Devant l'élué. - Protection.
- Bellequeux. - Stéradian.
- Puéril.

VERTICALEMENT

- Doctrine politique.
- Plantigrade. - Du temps jadis.
- Clamée. - Ruminant.
- Poisson. - Après bis. - Possessif.
- Bradype. - Enjôleur.
- Fleuve Sibérien. - Note de Fatima.
- Théoricien du socialisme.
- Infinif. - Théoricien du socialisme.
- Brame. - Inhabité.



Radio Soleil : 98.2 Mghz.

Tél : 797 00 85

La radio interculturelle :

Magazines, infos, débats, rubrique sociale, musique maghrébine, africaine, caraïbienne, d'Amérique du Sud, Yougoslavie etc...



Quelques remarques sur la virginité à travers le récit d'un petit fait vrai.

La maman ou la putain

C'est « Cité d'Arabes » comme le souligne Nadira, une cité fermée, repliée sur les traditions rurales et musulmanes de là-bas. Les femmes ne sortent pas et les filles qui vont à l'école, arrêtent dès que c'est possible pour épouser le mari que la famille a choisi pour elles. Toutes les petites filles de la cité ont assisté à des mariages traditionnels où la fille doit être vierge et le prouver sur la chemise rouge « sang de poulet, sang de vierge ? » ironise Nadira. Les vieilles qui sauraient faire d'expérience la différence sont restées là-bas dans la plaine ou les montagnes. Ici les vieilles ne savent plus.

Comme si l'avenir d'une famille, d'un clan, d'une communauté allait se lire dans le sang de la vierge... Et de fait c'est ce qui se passe. La virginité de la jeune fille qu'on marie, parce qu'elle appartient à la famille élargie, par ses mâles patriarcales, est toujours fêtée dans la mesure où elle garantit l'honneur du clan.

Prenez terre bénite de Venise détrempée, un peu de lait provenant des feuilles d'asperges, un quart d'once de cristal minéral infusé dans un jus de citron ou jus de prunes vertes, un blanc d'oeuf frais avec un peu de farine d'avoine.

De tout cela, faites un bolus qui ait un peu de consistance et vous le mettez dans la nature de la fille déflorée après avoir seringué avec du lait de chèvre et oint de pommade de blanc Rasis. Vous n'aurez pas pratiqué ce secret quatre ou cinq fois, que la fille redeviendra en état de tromper la matrone qui voudrait la visiter...

L'eau Despargoutte, distillée avec du jus de citron, étant seringuée plusieurs jours de suite dans la nature de la fille, produit le même effet. En oignant la partie avec pommade, comme est dit ci-devant.

La jeune fille dans le Maghreb comme ailleurs en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, et dans tout le bassin méditerranéen depuis l'Antiquité (1), n'existe que si elle fait don de sa virginité, de son corps de vierge, à la communauté, au corps social qui l'accueille comme future mère, autorisée par le mariage à procréer pour le clan plus que pour l'espèce. Enfin, elle obtient au prix de sa virginité, du sacrifice de son corps et de sa sexualité, un statut social envié des mères qui ont des filles à marier... Epouse et mère à son tour, la voici comblée, en principe.

Mais depuis ce cri sauvage des femmes un peu partout dans le monde ces dix dernières années - ceci est mon corps, ce corps est à moi - quelle panique... Et pour la première fois les filles dans la soumission aux règles sociales patriarcales en place partout et jusqu'en Occident d'où le cri est parti, quelle violence... Si le corps d'une femme est à elle, si sa virginité, donc, n'est plus la propriété de la famille... A qui sera ce corps, à qui les enfants qu'il portera ? Il n'y aura plus que des putains, des bâtards et des vagabonds, sans foi ni loi... C'est encore ce que pensent bien des familles, bien des hommes et la soeur de Nadira, Salima a appris, dans la violence que « l'inconduite » d'une fille Algérienne doit être châtiée. La soeur aînée avait accepté le mariage traditionnel et que son capital-virginité soit échangé contre la dote matrimoniale obligatoire. Le mari était un ami du père. Il ne buvait pas encore. Il lui fit les enfants qu'il fallait et elle les éleva comme sa mère avait élevé les siens, huit en tout, ou neuf...

(1) La première fois, ouvrage collectif, Ramsay, 1981.

La scène se passe dans le Nord de la France, dans une cité immigrée habitée presque exclusivement par des Algériens de l'intérieur déportés d'un village de l'Oranais à un village français du pays des mines.

Elles avaient toutes entendu dire que des filles ne doivent pas monter à bicyclette ni sauter parce que... La mère n'avait pas besoin de terminer sa phrase, la virginité était là tout de suite présente et depuis la naissance, pour ainsi dire.

Toute fille Arabe sait, sans l'entendre répéter que son hymen dont elle ne sait rien d'autre est sacré et qu'il ne lui appartient pas. Si précieux que depuis quelque temps, les pays du Maghreb, toujours jaloux de la virginité de leurs filles, les soumettent à une nouvelle pratique médicale (2) ; pour en faire d'authentiques vierges, on pratique sur elle dans le secret du cabinet médical la suture d'un hymen qu'elles ont perdu, dévergondées par l'Occident... L'hymen recousu, les voici prêtes à recevoir les prémisses de l'esclavage maternel, esclavage puisqu'elles n'ont en aucun cas choisi ni le mariage, ni le mari, ni la maternité, éternelles mineures, éternelles subordonnées aux ordres et aux désirs masculin.

La place qu'elles avaient failli perdre dans la société patriarcale à laquelle elles avaient tenté d'échapper, elles la retrouvent comme si on l'avait gardée pour elle, parce qu'elles ont récupéré l'hymen obligatoire. Qu'importe que leur hymen soit artificiel ? qui s'en soucie pour elles et qui se préoccupe des conséquences catastrophiques auxquelles conduira cette pratique violente de prise de possession du corps de la femme, après des tentatives de libération avortées ? La tradition patriarcale est sauve, qu'importe la femme ? Sa place de mère est assurée, que peut-elle exiger d'autre et si elle n'est pas satisfaite, c'est qu'elle est folle et si elle est folle, la famille, le clan ne sont plus responsables d'elle, ils sont innocents, c'est elle la coupable.

(2) Virginité et patriarcat de Farima Mernissi, dans Lamalif, Juillet 79.

Ceux qui sont obligés de s'absenter pour longtemps de leur maison et qui ont des femmes suspectes et sujettes à caution, pourront pour leur sûreté pratiquer ce qui suit. Il faut prendre un peu des cheveux de la femme et les couper menu comme poussière, puis, ayant enduit le membre viril avec un peu de bon miel et jeté la poudre de cheveux dessus, on procédera à l'acte vénérien avec la femme, et elle aura ensuite un très grand dégoût pour le déduit. Si le mari veut la faire revenir de ce dégoût, qu'il prenne de ses propres cheveux, qu'il les coupe en poussière, comme il a fait de ceux de la femme, et, après avoir oint son membre viril avec du miel et de la civette, et l'avoir saupoudré de ses cheveux, il procédera à l'acte avec contentement de la femme.

Ainsi Salima savait-elle ce qu'elle risquait à ne pas cacher qu'elle n'était plus vierge ; elle ne représentait plus de valeur à marchander pour un mariage convenable puisqu'elle avait bradé sans contre-partie sa virginité. Elle avait eu l'audace de décider seule, sans l'autorisation parentale, classique, de perdre l'hymen protégé, surveillé par l'oeil maternel depuis la petite enfance jusqu'à la puberté et au-delà si elle ne se mariait pas. Elle refusait obstinément les amis de son père parfois plus jeunes mais déjà mariés qui lui étaient proposés. On ne l'avait donc pas mariée de force. On tenait compte de son avis. Et pour toute reconnaissance elle agissait comme une fille perdue en rendant publique sa défloration par un étranger au clan, pire, un français. Elle prenait le droit de se conduire comme une personne libre, comme un sujet à part entière et non plus comme Salima propriété du père possesseur de sa virginité. Salima pense donc que son corps lui appartient, que si elle est capable de lire et d'écrire, de travailler et de rapporter de l'argent à la maison, sa virginité est à elle non plus comme capital mais comme bien propre et avec une fonction nouvelle puisque sa situation n'est plus celle de sa mère. Elle se croit libre. Elle se trompe.

Elle aurait pu, comme beaucoup de filles ici ou là-bas, instruites, indépendantes économiquement, quitter sa famille sous des prétextes honorables, pour travailler ou poursuivre des études et loin de la maison patriarcale mener en secret et en silence la vie d'une femme libre de père, frère, mari, tuteur, protecteur et souteneur... Et ainsi se débarrasser d'une virginité pesante, se libérer du poids social et idéologique de cet hymen encombrant, pour savoir enfin qu'une femme est une femme et non plus une maman ou une putain. Mais non, Salima n'est pas duplice, ou pas jusqu'à ce point. Comme on dit aussi dans le nord, « elle fréquente ». Ses parents n'en savent rien. C'est un français. La liaison est secrète. Salima refuse toute socialisation de sa relation amoureuse. Elle dépossède du même coup, père, mère, famille. Elle leur dérobe son corps, son hymen... Ils ne le savent pas encore.

On ajoute à la fin de ce chapitre un secret pour savoir si une fille est pucelle ou si elle ne l'est pas ; il n'est pas moins curieux que facile et fort propre pour ceux qui appréhendent de se marier à quelque bête épaulée, ou de prendre une femme à louage. Mettez de la poudre bien menus qui se trouve entre les fleurs de lis jaunes et ensuite faites-en manger à celle que vous soupçonnez, soyez assuré que si elle n'est pas pucelle, elle ira pisser peu de temps après. Ce secret semble être peu de chose en apparence mais il a souvent été expérimenté avec succès.

Un soir, Salima, prudente jusqu'ici, revient chez elle comme chaque soir ; cette fois elle est accompagnée par un homme, en voiture. Son ami ne la dépose pas chez elle, mais aussitôt le téléphone arabe se met en marche et lorsque sa mère ouvre la porte, elle sait déjà. Salima est happée vers l'intérieur de la maison par une force maternelle décapotée par la rage. Le déshonneur fond sur cette maison, tranquille jusqu'au geste provocateur de Salima.

Ne pouvait-elle continuer à vivre sa liaison dans le secret et la solitude, la clandestinité à laquelle la vie collective et familiale oblige toute fille qui estime qu'elle n'est la propriété de personne.

La mère tient solidement la captive. Elle n'échappera pas au châtiement. L'ami est loin. Il n'entendra rien et même s'il entendait il ne viendrait pas. Il sait que d'autres comme lui, ont reçu des menaces de la part des Arabes de la cité, il ne se risquera pas à aller délivrer la belle. Salima est enfermée dans la chambre qu'elle partage avec ses soeurs plus jeunes. La mère surveille la porte et la porte d'entrée pour l'arrivée du père. En attendant, les insultes ne cessent pas. Salima est une putain, une fille de rien, une fille déshonorée qui déshonore la famille ici, là-bas et outre-tombe. Elle n'a plus rien à faire dans la maison maternelle qu'elle aille désormais traîner sur les trottoirs de Lille comme d'autres qui l'ont précédées. C'est la honte. Elle n'a plus qu'à mourir et d'ailleurs le père la tuera.

Lorsqu'elle entend la porte d'en bas, la mère se tait et se précipite vers le père. Il n'a pas eu le temps de poser le sac de gym du casse-croûte ni de s'asseoir à sa place pour son café en face de la télé. Sa femme l'assaille en hurlant - ta fille, ta fille... C'est plus ta fille... Elle crie et elle pleure. Le père comprend. Il faut qu'il s'exécute même s'il n'a pas eu le temps de souffler. Sa femme continue à le chauffer comme un manager son coq de combat. Il monte jusqu'à la chambre des filles. Salima est déjà dans la position du repentir, à genoux, le dos rond, la tête dans les mains. La mère encourage le père. La ceinture strie les épaules, le dos, les reins. Salima crie moins que sa mère.

Les petites soeurs regardent serrées sur le lit. Elles pleurent. La mère compte les coups. Le père frappe. Lorsqu'il s'arrête sa femme lui crie de prendre des tisons dans le poêle à charbon que la compagnie distribue encore... Salima n'entend pas la fin. Elle se lève se couche dans le lit, les couvertures jusqu'à la tête. Ses soeurs se placent de chaque côté de son corps comme pour la protéger.

Le père boit son café, la mère ne dit rien. Ils savent qu'ils ont perdu une fille. C'est comme si elle était morte. Ils ne verront plus se succéder les prétendants de Salima. Heureusement il y a les plus petites. Ils sauront les garder celles-là, la mère le garantit. Pour Salima, c'est fini.

Salima n'a plus revu son ami. Il avait disparu. Elle ne l'a pas cherché. Mais lorsque, quelques mois plus tard elle rencontre un homme qui lui propose la vie commune loin, dans un autre pays, elle dit oui, ne dit rien à ses parents et fugue un matin avec une petite valise. Pendant cinq ans elle enverra des lettres à sa soeur d'un pays du bassin méditerranéen où elle vit, enfermée dans une petite maison à la campagne et où elle attend chaque soir que l'homme de sa vie rentre dîner. Mais elle fugue à nouveau pour revenir seule, démunie mais forte de cette décision solitaire dans le pays où elle est née, ni maman, ni putain.